l'Opinion

N° 2773 DATÉ DU 29 MAI 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

L'usine de drones russe qui pourrait changer le cours de la guerre en Ukraine

Notre cahier exclusif
THE WALL STREET JOURNAL.

La politique du clash, image pitoyable de la démocratie

A quelques jours de distance, deux colloques ont rendu hommage, l'un à Georges Pompidou, décédé il y a cinquante ans pendant qu'il était à l'Elysée, l'autre à Valéry Giscard d'Estaing qui devint à sa suite, il y a un demi-siècle, président de la République. Deux commémorations d'une grande tenue pour deux figures fortes de la vie publique française. Deux figures dignes de la politique.

A peine évanouis les échos des témoignages célébrant leur respect de la démocratie, leur attention aux droits du Parlement et leur ouverture d'esprit, que l'on assistait, médusé, à la pitoyable séance des questions au gouvernement. Un charivari honteux, un drapeau palestinien exhibé dans l'Hémicycle au mépris des règles de l'Assemblée nationale, et surtout, des invectives révélant un niveau de haine fou entre députés de bords opposés, les parlementaires ont perdu leurs nerfs. Offrant ainsi une image pitoyable de la démocratie.

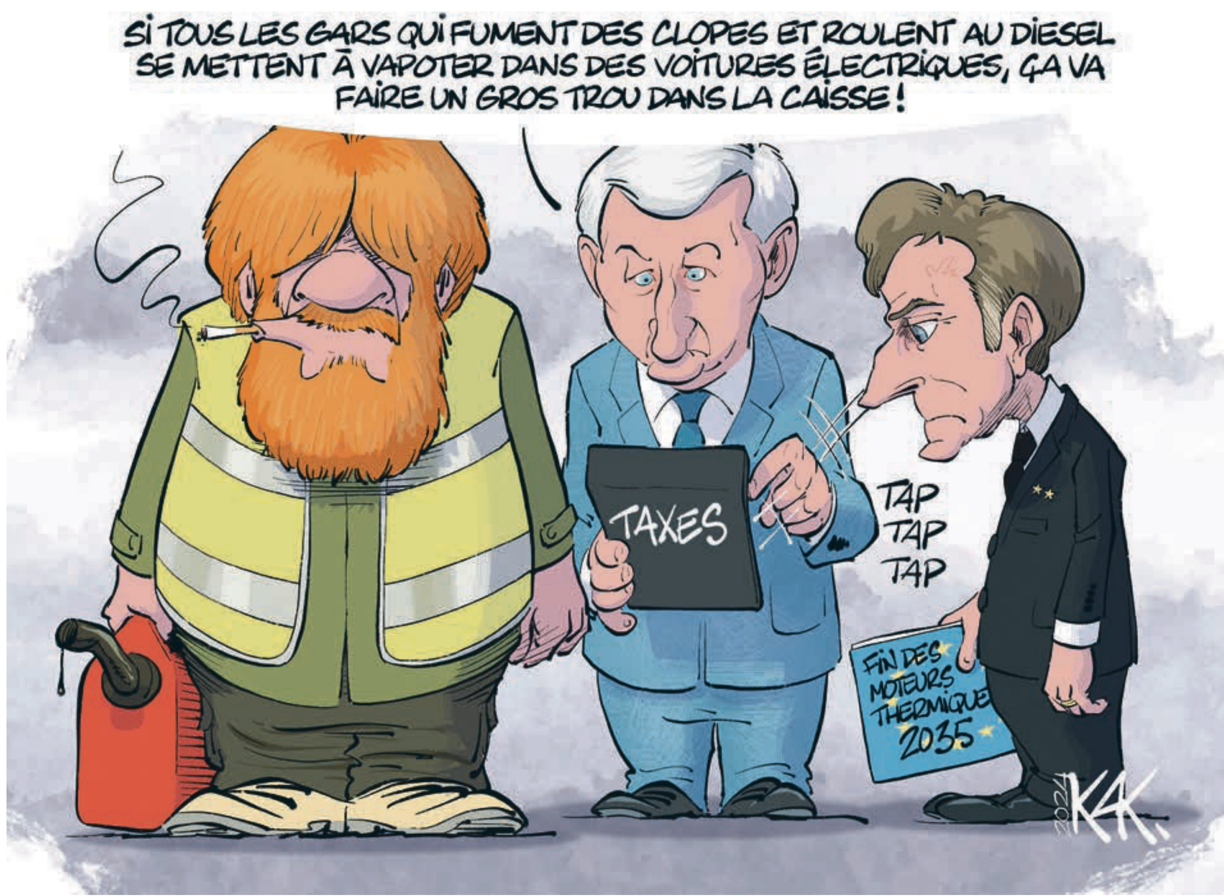
Une fois de plus, c'est La France insoumise qui a mis le feu aux poudres. Fidèle à sa stratégie de la tension permanente, et probablement inquiet de voir que l'attention médiatique faiblissait à son endroit, le parti de Jean-Luc Mélenchon a sciemment provoqué l'incident qui a valu ensuite à l'un de ses représentants une lourde sanction. Mais qu'est-ce que l'exclusion et la suspension d'une quinzaine de jours pour un député fauteur de troubles, au regard du temps médiatique que cela offrit au parti tout entier et à sa défense de la cause palestinienne ? Peu de choses, en réalité.

C'est la dérive de la politique du clash, celle du culte des réseaux sociaux où la punchline remplace le programme. Les idées comptent moins que les coups d'éclat, et peu importe, pour eux, que cela fournisse du carburant à la montée de l'antiparlementarisme et à la promotion des régimes illibéraux. Pompidou, Giscard et les autres, revenez !

Nicolas Beytout
@nicolasbeytout

Incarnation du « retour de bâton » écologique, ce maillon essentiel de la décarbonation des transports est mis à mal. Le RN ainsi que LR feront tout pour avoir sa peau

La voiture électrique, cible des européennes



KAK

Hybride

Lors du débat du 27 mai, les têtes de liste aux élections européennes s'en sont pris aux véhicules électriques, seulement défendus par Valérie Hayer. Ils ont échangé des arguments souvent caricaturaux, sans présenter de vision plus large de la mobilité

Irène Inchauspé et Muriel Motte

La voiture électrique est devenue le totem vert des élections européennes. Un sujet qui permet aux différentes têtes de liste d'afficher leurs positions sur l'écologie, en étant sûr de faire mouche auprès de leurs électeurs. On se souvient du cri du cœur d'Emmanuel Macron le 24 septembre dernier lors d'un entretien aux journaux télévisés de France 2 et de TF1 : « On est attaché à la bagnole, on aime la bagnole. Et moi je l'adore » !

Lors du débat pour les élections européennes organisé par BFMTV et RMC le 27 mai, l'interdiction de la vente de voitures neuves, thermiques et hybrides en Europe à partir de 2035, a focalisé l'essentiel des propos sur le thème de l'écologie. La seule à soutenir cette mesure sans réserve est Valérie Hayer. Peu audible, la candidate Renaissance a défendu le « développement de l'électrique » et veut « tenir cet objectif grâce à la réindustrialisation de la France ». Elle a par ailleurs rappelé qu'en 2035, « il y aura toujours un marché d'occasion pour les voitures essence et diesel ».

Mais les - rares - autres têtes de liste pourtant favorables à la voiture électrique ont nuancé leurs propos. L'écologiste Marie Toussaint a reconnu « que la dépendance minière pose question ». Quant à Léon Deffontaines, candidat communiste, il a expliqué que « les Français n'auront pas les moyens de s'acheter une voiture électrique neuve en 2035 ». Il veut donc une clause de revoyure.

Epouvantail. L'enthousiasme était clairement du côté de ceux qui veulent abattre le totem vert. « Stop à la désinformation et au bashing, aujourd'hui n'importe qui raconte n'importe quoi », s'exaspère François Gemenne, expert du Giec et président de l'Alliance pour la décarbonation de la route. « On a le sentiment que la voiture électrique est comparée à la marche à pied, donc moins écologique, ce qui permet d'en faire un épouvantail par excellence. Il faut la comparer à la voiture thermique pour démonter qu'elle est bonne pour le climat », martèle-t-il.

Jordan Bardella, tête de liste du RN n'y est pas allé de main morte, affirmant que l'interdiction prévue en 2035 « inquiète beaucoup de Français ». Il a ensuite cité, en le dramatisant, un rapport justement publié le 27 mai au matin par l'association Sécurité et réparation automobiles (SRA), indiquant que le coût de réparation des voitures électriques est 15% à 20% plus élevé que celui des

●●● *Page 2*

Sévère dérouillée pour les finances de la tour Eiffel

Seine gestion

Sept millions de visiteurs par an, un monopole imprenable, des touristes généreux. Pourtant, la Tour Eiffel a accusé 250 millions d'euros de déficit en 2023 ! Comment est-ce possible ? « La Covid est passée par là. Entre 2020 et 2022, 120 millions de recettes se sont envolées », compte Jean-François Martins, conseiller de Paris et président de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (Sete), qui appartient à 99% à la Ville. Dans le même temps, le surcoût de l'entretien a atteint 130 millions. La faute à des travaux mal organisés et trop tardifs, selon les syndicats des salariés de la tour. Jean-François Martins pointe du doigt les réglementations sur le plomb, l'inflation du badigeon et de toutes les fournitures.

Résultat ? La mairie doit recapitaliser la Sete de 60 millions, pour éviter la banqueroute. Les tarifs visiteur vont grimper - 35,30 euros à partir du 17 juin, contre 29,40 euros actuellement.

La gestion fait enrager l'opposition. Comme le fait que la mairie continue d'augmenter la redevance qu'elle impose à la Sete - 50 millions en 2024, contre 8 millions en 2014 ! « La Ville a besoin d'argent. Elle se sert dans les finances de la Tour en difficulté, et la recapitalise par ailleurs, on ne comprend plus rien », commente le conseiller d'opposition Aurélien Véron.

Pour Jean-François Martins, ce sont les règles de la délégation de service public, qui établit une redevance totale sur 15 ans, et qu'on ne peut pas changer en cours de route.

La ministre de la Culture Rachida Dati, également conseillère de Paris, a flairé le bon coup politique. « Comme Paris, la tour Eiffel est sous assistance respiratoire financière », affirme-t-elle. Elle a proposé de classer la dame de fer monument historique, pour libérer Anne Hidalgo de sa gestion - sous-entendant que sa rivale n'y arrive pas. « Qu'elle le fasse, ironise Jean-François Martins. Mais les services culturels de la région devront verser 40% du coût des travaux… Et la ministre de la Culture ne leur en a pas donné les moyens. »

Emmanuelle Ducros
@emma_ducros

Gaza : LFI enflamme l'Assemblée nationale


SIPA PRESS

Le député insoumis Sébastien Delogu a brandi un drapeau palestinien lors des questions au gouvernement ce mardi, provoquant une suspension de séance dans le tumulte. le groupe LFI félicite son élu « pour avoir alerté sur le génocide des Palestiniens à Rafah », qu'importe s'il écope de la plus lourde sanction prévue par le règlement de l'Assemblée nationale. *Page 3*

Nouvelle-Calédonie : la course en solitaire de Macron

A quelques jours des européennes du 9 juin, le Président n'avait pas envie d'en passer par un débat parlementaire *Page 4*

Un outil pour mesurer l'impact carbone des grands chantiers

Il est désormais possible d'évaluer l'empreinte en CO_2 des projets d'aménagement avant même le premier coup de pioche *Page 5*

S'il est élu, Trump ne devrait pas arrêter son aide à Kiev

Les think tanks proches du républicain plaident pour la poursuite de l'aide militaire. Mais ils veulent des résultats *Page 7*

M 00118 - 529 - F: 3,00 €

La voiture électrique, cible des européennes

●●● *Suite de la page 1*
modèles thermiques (Bardella a annoncé 30%).

Un chiffre à nuancer selon le directeur de SRA car les données ne portent pas sur les mêmes types de véhicules. Et si l'on affine l'analyse, il reste un écart, moins important mais significatif, qui s'explique par le poids plus élevé des véhicules électriques et une moindre réparabilité. Dans ce domaine, la palme revient à Tesla. Aux Etats-Unis les propriétaires de ces voitures rencontrent de plus en plus de difficultés avec leurs assureurs, qui ne veulent plus prendre leurs véhicules en charge compte tenu des coûts de réparation trop élevés. C'est vrai en particulier pour les Model Y à faible kilométrage qui, après avoir été accidentés, sont presque systématiquement déclassés et envoyés aux enchères. Ce fut pourtant le véhicule le plus vendu en Europe l'an dernier !

Un autre argument des détracteurs du tout électrique est son coût social. « On va menacer près de 100 000 emplois en France a ainsi affirmé Marion Maréchal (Reconquête), cela va être un saccage économique et social. Il s'agit d'une décision hypocrite qui va saboter une filière industrielle ». En Allemagne, grand pays de l'automobile, cette crainte a aussi été vivement ressentie. Berlin a finalement obtenu une dérogation pour les véhicules fonctionnant avec des carburants de synthèse, neutres en CO_2, qui pourront toujours être vendus après 2035. Mesure qui, à ce stade, intéresse surtout Porsche et l'Italien Ferrari.

Désordre. Les autres constructeurs ont – heureusement – commencé à s'adapter. Toujours critique sur le fond à l'égard d'une motorisation électrique imposée par les politiques, le directeur général de Stellantis, Carlos Tavarès, a estimé le mois dernier devant des journalistes que ce débat relève désormais du passé. « Ceux qui défendent le statu quo sont ceux qui n'ont pas de vision, assène-t-il. On ne peut pas s'offrir le luxe de l'inaction. Ce serait dramatique pour nos petits-enfants, et cela conduirait à une impasse pour l'entreprise ». Ordre, contre-ordre, désordre, or les industriels ont besoin de visibilité.

« Il ne faut pas faire pour la voiture électrique ce qui a été fait pour le secteur photovoltaïque en France, c'est-à-dire des allers-retours réglementaires qui sont la meilleure façon de détruire des filières industrielles », juge Anna Creti, professeur à l'Université Paris-Dauphine et directrice

L'interdiction de la vente de voitures thermiques en 2035 est « le plus grand cadeau qu'on pouvait faire à Xi Jinping », martèle François-Xavier Bellamy

de la chaire d'économie du climat. Elle ajoute que défaire quelque chose en Europe peut être aussi long et compliqué que faire quelque chose…

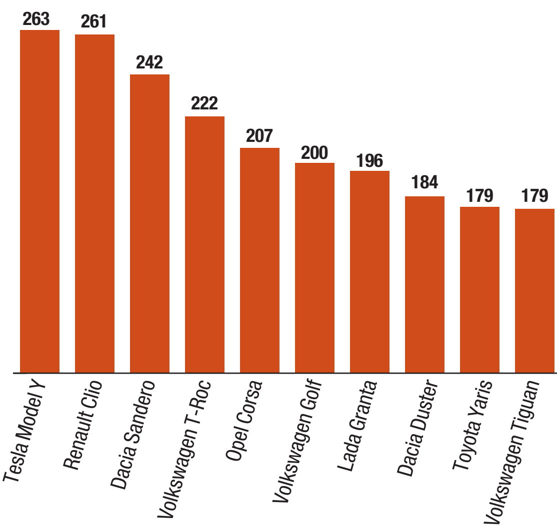
Pour les contempteurs du tout électrique, l'angle d'attaque du pouvoir d'achat est aussi très efficace. L'interdiction de la vente de voitures thermiques en 2035 est « le plus grand cadeau qu'on pouvait faire à Xi Jinping », a martelé François-Xavier Bellamy (LR) lundi soir. Avec cette mesure, « on va condamner les Français à vivre à Cuba, en gardant éternellement leurs voitures d'occasion parce qu'ils ne pourront pas s'acheter des voitures neuves ». Les images de l'île communiste fonctionnent toujours. « La France, c'est Cuba, sans le soleil » avait lancé Emmanuel Macron découvrant l'annonce par son candidat, François Hollande, de la création d'une taxe à 75% sur les hauts revenus.

Aujourd'hui, le chef de l'Etat, conscient de ce problème du pouvoir d'achat, a lancé un leasing social pour aider les Français modestes à acquérir des voitures électriques. Victime de son succès, le coûteux dispositif (600 millions d'euros) a été suspendu, il pourrait revenir en fin d'année. « Les constructeurs doivent aller vers d'autres modèles que des tanks ou des SUV, et proposer de plus petites voitures à des prix abordables », suggère par ailleurs François Gemenne. Avec l'Alliance pour la décarbonation de la route, il formule une série de propositions pour « sauver la voiture électrique » : outre éviter le stop & go dans les mesures de soutien public à l'acquisition de ces modèles, développer le réseau de recharge, garantir la réparabilité…

L'expert indique une autre piste : inciter les entreprises à « verdir » davantage leur flotte automobile, ce qui permettrait d'alimenter un marché de l'occasion guère fourni à ce jour. Quant à la décision de Stellantis de s'associer au constructeur chinois Leapmotor pour commercialiser ses voitures en Europe, il considère qu'elle « fait partie des moyens pour diffuser des véhicules électriques abordables sur le continent ». De fait, « la voiture électrique est l'une des clés pour décarboner le secteur des transports qui, à ce jour n'a pas encore réussi à réduire ces émissions de gaz à effet de serre. Quelles sont les autres solutions de ceux qui s'y opposent ? », s'interroge Anna Creti. Ils pourraient déjà éviter de caricaturer le débat. « On ne peut pas le réduire à pour ou contre la voiture électrique, ce que font volontiers les politiques, explique Francesco Contino, professeur à l'UCLouvain. Il faut dire oui à une mobilité plus efficace, partagée et bien sûr en partie électrifiée ». Souhaitons que ces discussions sans nuances ne vivent que le temps des débats préélectoraux.

@iinchauspe
@murielmotte

Le top 10 des voitures les plus vendues en Europe, en 2023
En milliers de véhicules vendus



SOURCE : FOCUS2MOVE

EELV : Marine Tondelier déjà sous la menace d'un congrès extraordinaire

A PEINE INSTALLÉE dans son train pour Lyon, ce jeudi 23 mai, Marine Tondelier voit s'afficher une notification sur son portable. Deux de ses principaux courants d'opposition – le « Printemps écologiste » et « Ce qui nous lie » – ont déposé des motions appelant à la convocation d'un congrès extraordinaire sans attendre l'échéance imaginée par l'exécutif écologiste à l'automne 2025. Les uns réclament une clarification stratégique avant la fin de l'année 2024, les autres évoquent mars 2025 pour sanctuariser la période de préparation des municipales. Tous veulent inscrire le sujet du congrès à l'ordre du jour du conseil fédéral des 22 et 23 juin prochains.

La nouvelle tombe mal pour la secrétaire nationale des Ecologistes. « Très sincèrement, je ne m'attendais pas à ce que les grandes manœuvres sur la date et l'organisation du prochain congrès commencent dès le 23 mai alors que nous sommes dans la dernière ligne droite d'une campagne européenne cruciale. Je vous envie d'avoir la tête à ça », s'emporte Marine Tondelier sur la messagerie du conseil fédéral, le parlement interne du parti. Et d'ajouter, amère : « Je trouve cela assez déplacé en vrai ». Sa candidate, Marie Toussaint, se trouve déjà en bien mauvaise posture à deux semaines des élections européennes, flirtant avec la barre des 5% d'intentions de vote ; synonyme de disparition au Parlement européen.

La cheffe de l'exécutif écologiste aurait aimé rester maîtresse des horloges, laisser retomber la poussière après le 9 juin, préparer sereinement ses Journées d'été pour s'éviter une nouvelle polémique type Médine. Et, enfin, baliser un calendrier semé d'embûches jusqu'à la présidentielle de 2027. Car, prévient-elle dans un courriel, « entre le 9 et le 22 juin, la vie politique nationale va connaître quelques soubresauts consécutifs aux résultats quels qu'ils soient. Beaucoup sont déjà dans les starting-blocks et prêts à dégainer dès la semaine du 10, ce qui se fera, qu'on le veuille, ou non ».

Qu'elle le veuille ou non, l'appel de Marine Tondelier à serrer les rangs n'a visiblement pas été approuvé des autres conseillers fédéraux. L'un d'eux n'a pas manqué de le faire savoir : « C'est ta leçon de morale que je trouve, comme tu le dis, "assez déplacée en vrai" […] Oser nous expliquer que "Vraiment, cette fin de campagne va se jouer au mental"… bon sang, comme si on ne le savait pas ! Dans une période où la chute du nombre d'adhérent.es tourne à l'hémorragie, nous ne lâchons pas, nous tenons. »

« Une hémorragie, mais quelle hémorragie ? C'est faux et archifaux », proteste un proche conseiller de Marine Tondelier. D'après les chiffres transmis par le bureau exécutif d'EELV, l'affaire Bayou n'a occasionné que deux démissions sur 2 500 adhérents en Ile-de-France. Pour le reste, il assure que le nombre d'adhérents demeure stable autour de 11 000 personnes malgré quelques retards dans le paiement des cotisations annuelles. L'enjeu est loin d'être minime pour l'actuelle direction du parti au tournesol. En décembre 2022, Marine Tondelier est arrivée sur une promesse de refonte de statuts en vue d'atteindre un million de sympathisants. Et de rapporter des succès électoraux à la maison écologiste.

« Chantage ». En arrivant au terme du vote des statuts, le 18 mars, l'équipe de Marine Tondelier pensait avoir fait le plus dur. Erreur d'analyse. « La rénovation des statuts appelle un congrès anticipé », plaide la présidente du groupe Ecologistes au conseil régional de Bretagne, Claire Desmares. Elle jure n'avoir « aucune intention de polluer les deux dernières semaines de campagne » de Marie Toussaint. Mais, comme souvent chez les Verts, le nombrilisme reprend le dessus. Des débats picrocholins aussi. « Certains veulent prendre prétexte du résultat des européennes pour nous fragiliser », note l'entourage de Marine Tondelier. « Que l'on fasse 6% ou 12%, nous sommes pour un congrès rapide. Si Marine Tondelier ne se sent pas bien dans ses baskets, ce n'est pas ma faute », rétorque le président du groupe Ecologistes à la région Ile-de-France, Kader Chibane. Personne n'est dupe du but de la manœuvre. « Avec autant de temps avant le congrès, la motion de Tondelier resterait maîtresse des désignations municipales et capitaliserait là-dessus pour que rien ne bouge. Les soutenir sera un chantage pour être sur les listes, comme à chaque fois », explique un vieux routier de l'appareil écologiste. Son objectif : briser le rythme en profitant d'un potentiel échec électoral, dont la direction actuelle sera comptable.

Si personne n'ose tirer ouvertement sur « l'ambulance Toussaint », à bas bruit, les langues se délient évoquant une campagne « iconoclaste », parsemée de « multiples errances stratégiques ». Ex-directeur adjoint de la campagne de Yannick Jadot en 2022, Jean-Baptiste Pegeon met en garde : « Si on enchaîne les mauvais résultats électoraux sans en tirer les conséquences, on ne pourra pas faire avancer l'écologie politique ».

Antoine Oberdorff
@A_Oberdorff


SIPA PRESS

« Je ne m'attendais pas à ce que les grandes manœuvres sur la date et l'organisation du prochain congrès commencent dès le 23 mai », s'est étonnée **Marine Tondelier**.

Lithium : la France doit compter sur ses propres ressources

« AU FUR ET À MESURE des sondages géologiques, le gisement de lithium se révèle plus important et les teneurs meilleures que ce que nous pensions. » Alan Parte, vice-président des projets lithium du groupe Imerys, est en charge d'explorer le potentiel du site de la commune d'Echassières, dans l'Allier.

Le groupe Imerys y exploite une carrière de kaolin qui, depuis 150 ans, alimente les porcelainiers de Limoges. Son lit de granit recèle – c'est connu de longue date – du lithium. On a, un temps, envisagé de l'exploiter à des fins pharmaceutiques, mais ce n'était pas rentable. « La nécessité de la transition énergétique, de l'électrification des mobilités a redonné un intérêt à cette ressource, nécessaire à la fabrication des batteries, détaille Alan Parte. Imerys a commencé, en 2019, à envisager la création d'une mine souterraine. » Le projet est d'ampleur : l'entreprise a prévu un investissement d'un milliard pour la seule construction des infrastructures.

« Responsabilité ». Selon le groupe, l'exploitation mérite réellement d'être considérée. En l'état actuel des explorations, la mine d'Echassières pourrait fournir entre la moitié et le tiers des besoins du secteur français de l'automobile, soit de quoi pourvoir en batteries 700 000 véhicules par an, sur 25 ans. Sans doute plus. Jusqu'ici, on importe 100% des besoins.

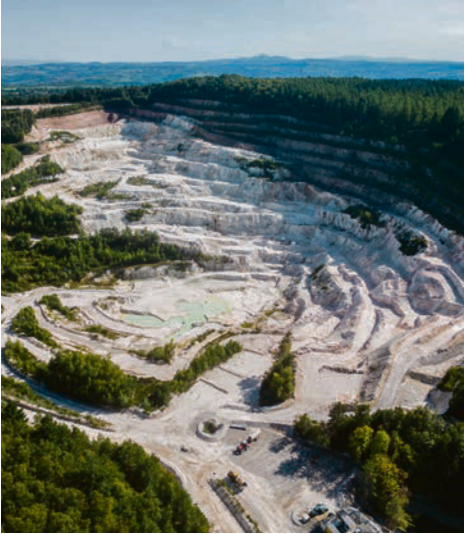
Le site, grand mais pas immense, puisqu'il couvre de 20 hectares, présente l'avantage de ne pas avoir de riverains directs et d'être déjà exploité par un groupe connu dans la région. Pour minimiser les nuisances, Imerys projette de transporter les minerais par le rail jusqu'à Montluçon, où serait bâtie une usine pour séparer le lithium du mica qui l'abrite. La voie ferrée existe déjà, c'est un tronçon de la ligne Lyon-Bordeaux, qui n'est plus exploitée dans sa totalité par la SNCF. Pas de camions, donc.

« Il y a une responsabilité à ouvrir une mine en France, alors qu'on en a perdu l'habitude, concède Alain Parte. Il faut le faire dans de bonnes conditions, et démystifier toute une imagerie. Nous avons, par exemple beaucoup travaillé pour réduire les usages d'eau, car nous savons le sujet important et sensible. » Ainsi, la mine serait souterraine, pour minimiser les atteintes à la biodiversité, et les minerais non valorisés réenfouis. Mine et usine tourneraient avec des eaux usées recyclées à 90% et n'occasionneraient pas de rejets. « C'est novateur. D'ailleurs, si on compare ce projet aux 50 sites très consommateurs d'eau (hors nucléaire) listés dans le Plan eau du gouvernement, on atteint à peine 10% de leurs volumes ! », se réjouit Alain Parte.

Imerys aimerait débuter l'exploitation d'ici à 2028 ou 2029. Avant cela, le projet est soumis à une enquête publique de quatre mois, menée par la Commission nationale du débat public. « On en est à mi-chemin. Lors des réunions, les discussions sont animées, mais respectueuses », décrit Alain Parte.

Il y a, certes, toujours une opposition quasi philosophique, bruyante, à l'exploitation des ressources géologiques. « Mais il y a aussi beaucoup de questions légitimes, auxquelles nous voulons fournir des réponses. Le projet n'est pas figé. On peut le faire évoluer pour minimiser ses impacts. Nous sommes surpris de constater que nos interlocuteurs ont de nombreuses questions sur l'intérêt que l'exploitation du lithium peut avoir dans le schéma global de décarbonation de l'économie. Et quand on sort des réunions, où les opposants se font traditionnellement le plus entendre, pour aller sonder les habitants de la région sur les marchés, on ne rencontre que peu d'opposition, et au contraire, un grand intérêt. C'est une expérience intéressante. »

Emmanuelle Ducros
@emma_ducros


IMERYS

La mine de Beauvoir, à Echassières, dans l'Allier, pourrait fournir du lithium pour 700 000 batteries de véhicule par an, pendant vingt-cinq ans.

Amichaï Chikli a échangé avec la leader du RN. Le Conseil représentatif des institutions juives de France refuse tout contact avec ce parti

La rencontre Le Pen-Chikli déplaît au Crif

Institutions juives

Invités tous les deux au congrès des droites souverainistes européennes, Europa Viva 24, les 18 et 19 mai dernier à Madrid, la dirigeante du RN Marine Le Pen a rencontré le ministre israélien de la diaspora Amichaï Chikli. **Une étape de plus dans l'entreprise de séduction du RN vis-à-vis de la communauté juive française**. Le président du Crif, Yonathan Arfi, réitère sa position historique : pas de contact avec le RN.

Jean-Dominique Merchet

C'ÉTAIT LA TOUTE PREMIÈRE FOIS : le samedi 18 mai à Madrid, Marine Le Pen a rencontré publiquement un ministre israélien. Une poignée de main, un bref contact, quelques mots échangés, une petite photo. Amichaï Chikli, ministre de la diaspora et de lutte contre l'antisémitisme, félicite rapidement la dirigeante du RN pour sa participation à la manifestation parisienne du 12 novembre dernier contre l'antisémitisme. Côté RN, on confirme alors à l'Opinion que Marine Le Pen « a pu échanger » avec Amichaï Chikli. Les deux responsables participaient à la rencontre des droites radicales européennes, organisées par le parti espagnol Vox. Lorsque, le lendemain, Marine Le Pen s'exprime à la tribune, l'Israélien l'applaudit.

Venant de la droite sioniste religieuse (le parti Yamina), Amichaï Chikli a rallié le Likoud de Benjamin Netanyahou et multiplie les contacts internationaux. Il est un fan du Hongrois Viktor Orban et du président argentin Javier Milei, lui aussi présent à Madrid. Il n'est pas une personnalité politique de premier plan, mais se considère comme une sorte d'ambassadeur auprès des droites radicales, idéologiquement proches de la coalition au pouvoir en Israël. L'Etat hébreu a besoin d'alliés et de soutiens en Europe et il sait que ceux-ci se recrutent désormais très à droite, comme le montre Viktor Orban.

Pain béni. Pour Marine Le Pen, cette première rencontre est du pain béni. Toute à son entreprise de dédiabolisation, l'ex-dirigeante du RN essaie depuis des années de se faire inviter en Israël et aux dîners de la communauté juive française. En vain, pour l'instant.

A Paris, les responsables de cette communauté apprécient très modérément cette rencontre avec un ministre israélien. « La position historique du Crif est de ne pas avoir de contacts avec le RN », rappelle à l'Opinion Yonathan Arfi, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif).

Le 6 mai, moins de deux semaines avant le rencontre Le Pen-Chikli, ce responsable communautaire le disait encore lors du dîner annuel du Crif : « Quand des populistes prétendent vouloir défendre la République, c'est pour mieux l'étouffer. C'est la confusion que veulent nous imposer Marine Le Pen et le Rassemblement national. Le populisme, quel que soit son bord, sera toujours incompatible avec la République ! »

Traditionnellement, par une sorte d'accord tacite, les dirigeants de l'Etat d'Israël tenaient compte du point de vue de la communauté juive française pour les sujets de politique intérieure. En rencontrant et en félicitant Marine Le Pen, le

> *Traditionnellement, les dirigeants hébreux tenaient compte du point de vue de la communauté juive française pour les sujets de politique intérieure. En rencontrant la dirigeante du RN, le ministre s'est affranchi de cette règle d'usage*

ministre Amichaï Chikli s'est affranchi de cette règle d'usage. Officiellement, l'ambassade d'Israël en France n'est toujours pas autorisée à avoir des contacts avec le RN, pas plus qu'avec LFI.

Pourtant, les choses bougent. Le RN s'affranchit de plus en plus du passé antisémite, tel que le FN de Jean-Marie Le Pen l'incarnait. Un parti qui obtient 41% des voix au second tour de la présidentielle de 2022 et que les sondages placent très largement en tête pour les européennes ne peut plus être totalement ignoré. D'autant que la communauté juive française s'est fortement droitisée depuis les années Sarkozy. Elle écoute d'une oreille attentive les discours pro-israéliens et anti-musulmans des partis de droite et d'extrême droite, alors qu'elle est massivement révulsée par l'antisionisme radical de la gauche mélenchoniste. On se souvient de l'accolade entre le député des Français de l'étranger Meyer Habib, ami de Benjamin Netanyahu, et Jordan Bardella, lors de l'hommage national aux victimes du Hamas.

Les époux Klarsfeld incarnent cette évolution. Acteurs essentiels de la mémoire de la Shoah en France, Serge et Beate Klarsfeld sont, après la disparition de Simone Weil et de Robert Badinter, les dernières grandes consciences morales de la communauté juive. Lors de la cérémonie de remise de la Légion d'honneur (Grand Croix et Grand Officier) par le président Macron, lundi à Berlin, Beate Klarsfeld a ainsi expliqué que « le RN a heureusement changé depuis l'époque de Jean Marie Le Pen. Sa fille est devenue très pro-israélienne, pro-juive. Elle est une supportrice d'Israël ».

Cette évolution n'échappe pas aux dirigeants de la communauté juive française, mais comme le rappelle Yonathan Arfi, « si l'on constate que le RN a une expression très forte sur ces sujets, nous ne voulons pas que la lutte contre l'antisémitisme soit récupérée ou instrumentalisée par un parti. Elle doit rester une question transpartisane. Nous y sommes très vigilants ». Et d'ajouter : « Le populisme, dangereux pour les Juifs, n'est pas une solution contre l'antisémitisme ».

Honorabilité. « Le RN cherche un certificat d'honorabilité, que nous ne sommes pas prêts à lui donner », assure le président du Crif. Selon lui, la question juive, au travers de la lutte contre l'antisémitisme et du soutien à Israël, reste « un verrou stratégique » pour le RN, d'où son « entreprise de séduction » auprès des Français juifs. Cette offensive de charme du RN passe notamment par un soutien inconditionnel à Israël. La rupture du RN avec l'extrême droite allemande

> *Le « cordon sanitaire » instauré par le Crif à l'encontre du RN pourra-t-il tenir ? S'il cédait, cela aurait des conséquences en cascade, notamment pour l'union des droites*

AfD, décidément trop marquée par le passé nazi, va également dans ce sens.

Le « cordon sanitaire » instauré par le Crif à l'encontre du RN pourra-t-il tenir ? S'il cédait, cela aurait des conséquences en cascade, notamment pour l'union des droites. La question n'est pas discutée dans les institutions juives, mais ce n'est pas le cas au sein de la communauté, la plus importante d'Europe (440 000 personnes, selon l'Agence juive), « où cela fait débat », confirme un responsable. Quant à Israël, la raison d'Etat l'emporte : pas question, en multipliant les risettes au RN, de se fâcher avec le gouvernement français et avec les institutions juives françaises. Pour l'instant, le geste du ministre Amichaï Chikli reste isolé. Mais jusqu'à quand ?

@jdomerchet



SIPA PRESS

Marine Le Pen et **Amichaï Chikli**, ministre israélien de la diaspora et de lutte contre l'antisémitisme, se sont rencontrés le 18 mai à Madrid.

L'élu des Bouches-du-Rhône Sébastien Delogu ne pourra pas siéger pendant 15 jours à l'Assemblée nationale

Un député LFI puni pour avoir brandi le drapeau palestinien



SIPA PRESS

Le geste de Sébastien Delogu, peu avant 15h30 à l'Assemblée nationale mardi.

Etendard sanglant

Sébastien Delogu a provoqué une suspension de séance à la suite d'un tumulte indescriptible. Dans un communiqué, le groupe LFI félicite son élu « pour avoir alerté sur le génocide des Palestiniens à Rafah », qu'importe s'il écope de la plus lourde sanction prévue par le règlement de l'Assemblée nationale.

Antoine Oberdorff et Dinah Cohen

MOINS DE 48 HEURES après les frappes israéliennes sur Rafah, l'hémicycle du Palais-Bourbon s'est embrasé mardi après-midi peu avant 15 h 30. Comme souvent, l'étincelle est venue des bancs de La France insoumise. Lors des questions au gouvernement, la députée LFI de Seine-Maritime, Alma Dufour, a interpellé le Premier ministre coupable, selon elle, d'avoir placé la France dans « le camp des complices du génocide en cours à Gaza [...] alors qu'une cinquantaine de personnes sont mortes dans un camp de réfugiés, calcinées ». « Cela va faire huit mois que le monde regarde deux millions de personnes vivre en enfer. Les victimes de cet abattoir à ciel ouvert sont filmées en temps réel », a-t-elle ajouté, provoquant des cris de protestation sur les bancs de la droite. Invoquant la récente décision de la Cour internationale de justice (CIJ) qui a sommé le gouvernement israélien de stopper les bombardements sur Rafah, l'insoumise a appelé la France à suivre l'exemple de l'Espagne, de la Norvège et de l'Irlande en reconnaissant l'Etat palestinien.

Retrouvez la tribune de quatre députés Renaissance sur lopinion.fr



A peine le ministre du Commerce extérieur, Franck Riester, avait-il commencé à répondre à l'interpellation d'Alma Dufour pour demander la libération des otages encore détenus par le Hamas, qu'un autre élu LFI, Sébastien Delogu, s'est levé de son siège en brandissant un drapeau aux couleurs de l'Etat palestinien. Immédiatement, un huissier s'est avancé pour subtiliser l'étendard au député des Bouches-du-Rhône, connu notamment pour avoir été le chauffeur de Jean-Luc Mélenchon. Dans un brouhaha indescriptible, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a suspendu la séance. « Monsieur Delogu, vous avez un rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal jusqu'à saisine du bureau. C'est inadmissible ! », s'est-elle égosillée au perchoir.

« Honte ». L'incident s'est immédiatement poursuivi par une vive altercation en salle des quatre colonnes. Les insoumis Alma Dufour et David Guiraud ont accouru pour légitimer l'action de leur collègue. « Des députés ont arboré des badges avec le drapeau israélien pendant plusieurs semaines après le 7 octobre », a même osé Alma Dufour, tissant la comparaison avec la tuerie perpétrée par le Hamas. En pleine interview, le député des Français établis hors de France, Meyer Habib (apparenté LR), a fait irruption physiquement, apostrophant les journalistes qui tendaient leur micro aux mélenchonistes : « Comment pouvez-vous leur donner la parole ? » « Qu'est-ce que tu fous ici, barre-toi », a aussitôt répliqué David Guiraud. Avant de manquer d'en venir aux mains avec l'élu franco-israélien : « Ce monsieur est un porc, il défend un génocide depuis le début, il fait honte à la France (...) Voilà le vrai visage des soutiens au génocide, ces gens-là ne nous feront jamais baisser les yeux ».

« Exclusion temporaire ». Réuni en urgence, un bureau extraordinaire de l'Assemblée nationale a proposé une « censure avec exclusion temporaire ». Le député visé se voit ainsi interdit de paraître dans l'hémicycle pour une durée de 15 jours. Il sera, en outre, privé de la moitié de son indemnité parlementaire pour deux mois pour avoir été à l'origine d'une « provocation » destinée à semer le trouble en pleine séance. De telles dispositions immédiates n'avaient pas été prises à l'encontre du député RN Grégoire de Fournas qui avait proféré, en novembre 2022, des insultes racistes. Les parlementaires ont pourtant suivi les sanctions requises par le bureau de l'Assemblée lors d'un vote assis-debout. L'ensemble des députés de droite et de la majorité présidentielle se sont prononcés comme un seul homme.

Les réactions se sont enchaînées dans une ambiance survoltée. Sébastien Delogu a dit sa « fierté d'être du côté du peuple qui souffre et qui est massacré en Palestine ». Le député a quitté l'hémicycle sous les applaudissements des bancs de l'extrême gauche, les deux doigts

> *L'insoumis a quitté l'hémicycle sous les applaudissements des bancs de l'extrême gauche, les deux doigts tendus vers le ciel en signe de victoire*

tendus vers le ciel en signe de victoire, avant de prendre la direction de la place de la République pour participer à un rassemblement pro-palestinien. « Sa punition est une décoration pour l'insoumis Delogu. Et une honte pour toujours pour ceux qui l'ont votée. [...] Ne regardez pas ailleurs ! Le génocide est sous vos yeux », a renchéri Jean-Luc Mélenchon sur X. « A la fin, qui avait raison sinon nous ? », clamait pas plus tard que ce samedi le leader insoumis lors d'un meeting à Aubervilliers largement consacré à la situation internationale à Gaza. « On va jouer la victimisation à fond », ajoutait sous couvert d'anonymat un député LFI, ravi de la séquence.

Interrogés sur ce débordement et son éventuelle sanction, les socialistes ont eu pour consigne de serrer les rangs. Il s'agit de ne pas alimenter la chronique des « gauches irréconciliables », quitte à justifier les méthodes de bordélisation prônées par LFI. Solidaire de ses anciens alliés de la Nupes, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a jugé la sanction disproportionnée au regard du geste de Sébastien Delogu. « En France, la majorité relative, ce qui l'indigne, c'est un drapeau. La seule chose qui devrait nous indigner ce sont les morts à Rafah », a-t-il déclaré. « Cette exclusion serait une sanction disproportionnée, interprétée comme le signe du refus de parler de la Palestine à l'Assemblée nationale », a mis en garde le député PS du Calvados, Arthur Delaporte.

Conscient de servir, par la sanction décidée, le récit de son adversaire, le camp présidentiel peinait de son côté à cacher son inquiétude. « Leur but, c'est de cliver, d'instrumentaliser à fond, de faire en sorte que ce sujet devienne polarisant pour la société française à l'approche des européennes », a ainsi fustigé le député Renaissance Benjamin Haddad, à seulement quelques jours du scrutin. « Le happening d'un député qui veut exister sur un drame qui touche des millions de Palestiniens est une insulte au mandat qui lui a été confié par les Français », a insisté sa collègue Nadia Hai.

En début de soirée, quatre députés Renaissance signaient une tribune, publiée sur le site de l'Opinion, pour appeler la communauté internationale à « mettre en oeuvre concrètement un cessez-le-feu immédiat et permanent ». La rédaction de ce texte, motivée par les « horreurs » perpétrées à Rafah, était prévue avant l'intervention de Sébastien Delogu pour apporter « une proposition complémentaire » à la position actuelle de la France. A l'issue d'une journée en hémicycle marquée par des tensions d'une intensité rare, les signataires y voyaient aussi une preuve de la « nuance » de leur camp, qu'ils veulent en contraste avec la position des Insoumis.

@a_oberdorff
@dinahcohen

Le Président n'avait pas envie de passer par un débat parlementaire, alors que sa gestion calédonienne est très contestée

La course en solitaire de Macron en Nouvelle-Calédonie

Caillou

Les violences s'atténuent en Nouvelle-Calédonie. Dans certains quartiers, les barrages ont disparu. Les taxis de Nouméa recommencent à travailler. Lundi, un ramassage partiel des ordures a repris à Nouméa. L'aéroport international ouvrira au mieux le 2 juin. Beaucoup d'habitants cherchent à quitter l'archipel.

Corinne Lhaïk

COMMENT LE CHEF DE L'ETAT gère-t-il la crise qui secoue la Nouvelle-Calédonie depuis le 13 mai ? Seul. Cela ne surprendra pas. Emmanuel Macron ne s'entoure ni des avis du Premier ministre, qu'il a pourtant pressé de s'impliquer sur le dossier, ni de ceux de ses conseillers. Improviser un déplacement sur l'archipel (le 23 et le 24 mai), puis évoquer la tenue d'un référendum national sur le dégel du corps électoral sont le résultat d'un colloque singulier.

Le Président mise sur le retour à l'ordre. Les tensions sont moins fortes depuis la nuit du 27 au 28 mai. L'autorité judiciaire s'active avec 500 interpellations et la condamnation à des peines de prison effectuées dans l'Hexagone. Le 28 mai, l'état d'urgence a été levé après douze jours d'application. Au-delà, une loi était nécessaire. A quelques jours des élections européennes du 9 juin, Emmanuel Macron n'avait pas envie d'en passer par un débat parlementaire, alors que sa gestion calédonienne est très contestée. Par les extrêmes (RN et LFI), mais aussi par des représentants (ou ex) de partis de gouvernement. Tour à tour, Manuel Valls, Lionel Jospin, Gérard Larcher ou Edouard Philippe ont fait entendre leurs discordances.

Irrité. Sur le plan politique, la situation reste très crispée. Emmanuel Macron a brouillé les pistes en évoquant (interview au *Parisien* le 26 mai) un référendum national. Depuis, il a rectifié le tir, parlant d'une possibilité institutionnelle et non d'une intention. Mouvement d'humeur alors qu'il a cru, un temps, qu'un accord politique était envisageable ? Il est irrité contre Sonia Backès, présidente de la province sud, qui lui a vendu cette idée.

C'était avant le déclenchement des émeutes. La loyaliste l'avait persuadé qu'elle parviendrait à s'entendre avec les indépendantistes de l'Union calédonienne. Mais le contenu de cet accord était limité et la liste de ses signataires aussi, une partie des loyalistes et des indépendantistes n'étant pas partie prenante.

Avec Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, et Sébastien Lecornu (Armées), Sonia Backès est l'une des trois figures détestées par les indépendantistes. A preuve, les propos tenus par l'un d'entre eux après la visite d'Emmanuel Macron dans l'archipel. Il s'agit de Christian Tein, responsable de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT). Cette émanation du FLNKS organise les barrages et incite à l'insurrection. S'adressant à ses militants, Tein relate sa rencontre avec le chef de l'Etat, le 23 mai : « Tout le bordel, tout le bazar qu'il y a, j'ai dit à Macron, face à face comme ça, j'ai dit : "c'est ton mec à toi [Gérald Darmanin] qui a le sang sur la main, des deux gendarmes et des quatre morts" ».

Vendredi 24 mai, un mort s'est ajouté à cette liste. « Moi, j'ai dit : "ces gens-là, je ne veux pas les voir à la table là avec lui" [...] », poursuit le leader, faisant allusion à l'absence du ministre de l'Intérieur et de celui des Armées lors de cette réunion. Un Président contraint de cacher ses ministres ? « Les formats des entretiens du président de la République sont à sa seule discrétion », répond l'entourage du chef de l'Etat.

L'attitude des indépendantistes du FLNKS sur la suite à donner au mouvement (levée des barrages, discussions avec la mission mandatée par Emmanuel Macron, etc.) devait être déterminée le 28 mai. Si les trois hauts fonctionnaires de cette mission, Rémi Bastille, Frédéric Potier et Eric Thiers, discutent avec les différentes parties lors de réunions bilatérales, ils doivent les convaincre de se retrouver ensemble.

Ce n'est pas gagné. A Paris, Gérard Larcher, président du Sénat et bon connaisseur de la Nouvelle-Calédonie, organisait une rencontre, le même jour, avec les responsables des groupes représentés au Sénat.

Même si les violences ont baissé en intensité, la haine demeure. Certains Kanaks se sont installés dans les maisons abandonnées par leurs propriétaires qui redoutaient le pire. Lesquels ont pu constater que les nouveaux occupants organisaient des barbecues dans leur jardin, le jour de la fête des mères. « Aucun habitant n'écoutera les élus tant qu'il n'aura pas passé plusieurs nuits dans son lit », dit un calédologue. La présence des forces de l'ordre est de nature à rassurer.

Sur l'archipel, la sécurité est désormais garantie par 27 escadrons de gendarmerie et 3 CRS, soit 30 forces mobiles. Contre six avant le déclenchement des émeutes. Elles vont y rester malgré la tenue des Jeux olympiques dans l'Hexagone. Sans que les JO n'en pâtissent. D'où viendront ces renforts ?

@clhaik



SIPA PRESS

Emmanuel Macron lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie, le 23 mai.

L'affaire Vincent Lambert a suscité des décisions judiciaires contradictoires. Le texte actuel entend éviter ces errements

Aide à mourir : et les juges dans tout cela ?

Ultime recours

L'Assemblée nationale poursuit l'examen du projet de loi sur la fin de vie qui a débuté le 27 mai et doit s'achever par un vote solennel le 11 juin.

Marie-Amélie Lombard-Latune

« PERSONNE n'a envie d'être le juge de la mort... » Cette réflexion entendue au Conseil d'Etat aborde un point jusqu'ici peu soulevé dans le débat sur la fin de vie : celui de la justice qui, in fine, aura à se pencher sur les demandes d'« aide à mourir ». L'affaire Vincent Lambert a laissé des traces. Ceux qui ont participé à sa « chronique » judiciaire s'en souviennent. Bien que convaincu que la procédure de fin de vie devait alors être engagée au CHU de Reims, un membre du Conseil d'Etat a en mémoire le regard de la mère de l'homme en état végétatif chronique lors de l'audience. « Entre nous, nous parlions énormément de l'affaire », ajoute un de ses collègues.

Pronostic vital. Le projet en discussion prévoit un recours juridictionnel, ouvert au seul malade qui s'est vu refuser par un médecin l'autorisation d'accéder à un suicide assisté ou une euthanasie. Le juge aura donc à vérifier que les conditions requises pour l'aide à mourir sont remplies et, donc, à entrer sur le terrain médical, sur l'expertise du pronostic vital du patient et de l'évolution de sa maladie. Difficile quand – c'est le débat parlementaire actuel – il s'agit de se prononcer sur les notions de « court ou moyen terme » avant le décès ou de maladie « en phase avancée ou terminale » dont le corps médical dit lui-même qu'elles sont complexes à évaluer.



SIPA PRESS

La femme de Vincent Lambert, **Rachel Lambert, et son avocat** à la Cour européenne des droits de l'homme, le 5 juin 2015.

Le gouvernement a choisi de réserver la possibilité de saisir la justice aux seuls patients. Les proches sont donc exclus de la procédure. Une décision plutôt fondée si l'on s'en tient à la pénible affaire Lambert, les parents utilisant toutes les voies de recours pour faire obstacle à l'arrêt des traitements, contre l'avis de l'épouse, et aux décisions contradictoires que cela avait engendrées.

La demande d'aide à mourir appartient à l'intime, la « volonté libre et éclairée » de la personne est au cœur du dispositif, explique-t-on au cabinet de la ministre de la Santé Catherine Vautrin. Des voix divergentes s'expriment cependant, dont celle de l'ancien vice-président du Conseil d'Etat, Jean-Marc Sauvé. « Il me semble normal que les proches puissent s'opposer à une décision si lourde et ne découvrent pas trop tard qu'une euthanasie a été pratiquée », dit-il à l'Opinion.

Ce point a été débattu lorsque le projet de loi a été soumis pour avis au Conseil d'Etat. Certaines interrogations ont pu naître : quid si une personne est sous influence, manipulée par un gourou, incitée à mourir par un médecin militant ? « En matière de droit des personnes, la France n'a pas la tradition du "conseil de famille" qui est une vieille pratique des Etats d'Europe du Nord », constate le magistrat et essayiste Antoine Garapon.

Caractère intime. Le respect du « caractère éminemment intime » de la demande l'a donc emporté. Des amendements, en majorité déposés par Les Républicains, visent à ouvrir le recours à des tiers. En 2022, la Cour européenne des droits de l'homme, saisie par le fils d'une patiente belge dépressive qui avait été euthanasiée, a jugé l'acte légal mais le contrôle exercé insuffisamment indépendant (arrêt Mortier).

Personne ne se risque aujourd'hui à évaluer le volume du contentieux qui sera généré par la loi sur la fin de vie en France. La loi Claeys-Leonetti de 2019 sur l'arrêt des traitements et la sédation profonde et continue a provoqué peu de contentieux : une dizaine de procédures ont été initiées par des proches qui s'opposaient aux décisions médicales.

Un autre aspect du projet de loi intéresse les juristes. Il est en effet prévu que seul le juge administratif pourra être saisi des éventuels recours. Un changement par rapport aux règles habituelles de compétence juridictionnelle : au juge administratif de se prononcer sur les dossiers relevant de l'hôpital public, au juge judiciaire de traiter des cas dans les établissements privés. Telle est la répartition des « rôles » pour la loi Claeys-Leonetti et les contestations d'arrêt des traitements.

C'était d'ailleurs la solution qui était préconisée par le Conseil d'Etat dans son avis du 4 avril 2024 qui jugeait « peu convaincante » l'argumentation du gouvernement consistant à dire les personnes demandant l'aide à mourir seraient « le plus souvent prises en charge dans les établissements publics de santé ». Il avait suggéré au gouvernement de modifier ce point mais n'a pas été suivi. Les nécessaires harmonisations et cohérence de la jurisprudence, ainsi que la rapidité de la justice administrative, ont primé pour l'exécutif.

D'autres points juridiques vont être soulevés pendant le débat à l'Assemblée nationale. Jusqu'où va l'immunité pénale qui exonérera médecins, soignants, proches qui auront participé à l'aide à mourir ? Les professionnels ne veulent pas être accusés d'avoir outrepassé le cadre législatif et encourir des poursuites pénales.

@malombard

Les difficultés de recrutement persistent et les candidats français dénoncent la complexité des procédures d'embauche

Pourquoi se faire embaucher est toujours aussi compliqué

Excès de zèle

Le marché de l'emploi des cadres est en tension. **60% des entreprises ayant recruté au moins un cadre en 2023 disent avoir rencontré des difficultés à le faire.** Un niveau certes moins élevé qu'en 2022, mais qui reste au-dessus de la période pré-Covid.

Sarah Spitz

LA BUREAUCRATIE n'est pas toujours là où on pense. Alors que plus de 500 000 emplois étaient vacants début 2024, les entreprises françaises maintiennent des processus RH jugés trop longs et trop complexes. C'est ce que disent les candidats cadres, des profils pourtant particulièrement en position de force sur le marché de l'emploi. Trop d'entretiens, étapes du processus trop floues, salaire discuté trop tard ou encore délais de réponses aux candidatures jugés trop élevés... Les remontées que font ces 2000 candidats cadres interrogés par l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) dans une étude publiée ce mardi sont sans appel. Pour la moitié, attendre trois semaines après avoir envoyé son dossier de candidature, c'est trop. Ils se considèrent aussi « sur-mobilisés », devant se déplacer trop fréquemment ou devant passer des tests jugés « inutiles » pour des profils expérimentés ou des postes peu techniques.

Spécificité française. « Je ne suis pas étonné, beaucoup d'entreprises sont restées sur un modèle de recrutement qui date d'une époque où il y avait des dizaines de candidats, explique Benoit Serre, vice-président de l'Association nationale des DRH. Mais vu des entreprises, il faut comprendre qu'il est parfois tellement dur d'arracher un poste supplémentaire dans les négociations budgétaires que les recruteurs ne peuvent pas se louper ».

« Avant, les entreprises faisaient passer des tests de graphologie. Ceux-ci ont disparu. Ils ont laissé la place à un renouveau des « assessments » (évaluations), parce qu'aujourd'hui, les entreprises sollicitent moins des cabinets de recrutement et vont davantage faire la pêche toutes seules, sur LinkedIn par exemple », poursuit l'expert des RH.

Or, « améliorer l'expérience des candidats » est « une solution pour éviter leur fuite ou leur abandon », prévient l'Apec. Un conseil utile à tous les recruteurs, puisque le phénomène semble dépasser la seule embauche des cadres.

Une étude menée en 2023 par l'institut de sondage Ipsos pour Welcome To The Jungle rapporte les « mauvaises pratiques de recrutement » identifiées par les 1000 actifs français interrogés. La moitié pointe l'absence de retour suite à leur candidature, un tiers rapport des « annonces trop vagues » et « sans fourchette salariale », et un quart d'entre eux dénonce un « processus de recrutement long et complexe ».

Le phénomène n'est pas nouveau et il serait même une spécificité française. Déjà, en 2015, l'institut de recherche Glassdoor avait calculé les écarts dans les temps d'embauches entre six pays. Résultat : la France était la mauvaise élève de la classe, avec près de 32 jours en moyenne pour embaucher un candidat, contre 23 jours pour les Etats-Unis et 28 pour l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Certes, les différences dans la réglementation du travail jouent pour beaucoup. Mais ces mauvaises habitudes ne seraient-elles pas, aussi, culturelles ? « Cela s'explique aussi par un modèle d'organisation du travail qui ne laisse pas une juste part à l'autonomie des gens et dans lequel vous ne faites pas confiance à la personne qui recrute. C'est presque plus un sur-contrôle interne qu'un sur-contrôle du candidat ! », estime Benoit Serre.

Pour autant, les recruteurs ne restent pas figés dans leurs pratiques. L'Apec note par exemple, dans une autre étude, que la lettre de motivation est progressivement remplacée par un entretien de « préselection ». Fait par téléphone, il permet d'identifier en premier lieu les compétences, les motivations ou encore les prétentions salariales avant d'aller plus loin.

@sarahspritz

Pour réduire l'empreinte en CO_2 des grands projets d'aménagement, encore faut-il pouvoir les évaluer. C'est désormais possible, y compris avant même le premier coup de pioche

Enfin un outil pour mesurer l'impact carbone des grands chantiers

Ambition

L'un des principaux défis des Jeux olympiques de Paris est de diviser par deux l'empreinte carbone de l'événement, comme s'y est engagé le comité organisateur. Elle était de 3,4 millions de tonnes de CO2 aux Jeux de Londres, en 2012, et de 3,6 millions de tonnes de CO2 à Rio, en 2016.

Jon Elizalde

POUR LUTTER CONTRE le dérèglement climatique, le gouvernement s'est fixé des objectifs ambitieux de réduction des émissions à effets de serre : -55% d'ici à 2030 ; neutralité carbone à l'horizon 2050. Or, 70% de ces émissions sont émises par les villes, où l'on ne cesse de construire, d'aménager…

Dans sa feuille de route, l'exécutif a déterminé six leviers, dont « connaître, quantifier, spatialiser les émissions à effet de serre », mais aussi « réduire les émissions dès l'acte d'aménagement ». « Il faut accompagner les territoires, leur donner des outils pour les aider à prendre des décisions, souligne Bruno Bessis, conseiller ville durable et international au ministère de la Transition écologique. Pendant des années, les "écoquartiers" n'ont pas été évalués. Il faut changer les pratiques, se poser les bonnes questions avant de se lancer dans un projet. »

D'où la création, il y a dix ans à l'initiative de l'Etat, d'Efficacity, institut de R&D dédié à la transition énergétique et écologique des villes, qui a pour mission de « développer des outils d'aide à la décision » notamment pour les collectivités et les aménageurs. « Faire un bon ou un très bon projet ne suffit plus, explique Michel Salem-Sermanet, son directeur général. La seule manière de faire face à l'urgence, c'est que tous les projets soient optimisés au regard de leur impact carbone. » Problème : l'évaluation carbone des chantiers était jusqu'ici rare car complexe, coûteuse et passant nécessairement par des procédés ad hoc.

D'où la création d'une méthode « unique, transparente et publique » appelée Quartier Energie Carbone et d'UrbanPrint, logiciel d'application de cette méthode. Cet outil, fruit de six ans de travail, permet d'évaluer l'impact carbone d'une opération d'aménagement grâce aux données récoltées sur des centaines de chantiers précédents. Son originalité : l'estimation des émissions carbone peut se faire pendant le chantier, mais aussi et surtout en amont, pendant la phase de conception qui peut durer trois ou quatre ans. Le logiciel cartographie le chantier, immeuble par immeuble, évalue l'impact de chaque « contributeur » : chauffage, climatisation, déchets, matériaux de construction, éclairage des espaces extérieurs, etc. Une multitude de paramètres qui permet à UrbanPrint d'identifier les leviers permettant de diminuer jusqu'à 50% les émissions d'un projet.

La fête au village. Construit sur trois villes de la Seine-Saint-Denis, le village olympique, lui, n'a pas pu bénéficier du logiciel puisque celui-ci n'existait pas en 2018, quand les travaux ont commencé. Mais ce chantier pharaonique est, sur bien des points, un modèle qui peut servir de référence pour les projets à venir. Le comité d'organisation des JO s'étant engagé à réduire de moitié les émissions carbone de l'événement, le projet du village des athlètes, qui représente la moitié des émissions de toutes les infrastructures olympiques, devait être exemplaire. Et même « avoir dix ans d'avance pour que les autres organismes puissent s'appuyer sur notre expérience », indique Antoine du Souich, directeur de la stratégie et de l'innovation de Solideo, établissement public chargé de la livraison des ouvrages olympiques.

Pour réduire de 47% le bilan carbone de ce chantier par rapport à une opération classique, de nombreuses innovations ont été déployées. En vrac : recours à du béton ultra-bas carbone, à du bois partout où cela était possible, pas de climatisation dans les logements, réduction de l'utilisation de matériaux par la généralisation des structures en poteaux et en poutres, plantation de 9 000 arbres et arbustes, création de 6 hectares d'espaces verts, etc.

Près de la moitié des immeubles de moins de 28 mètres disposent de toits végétalisés ; 75% des matériaux retirés après les Jeux (les cloisons à l'intérieur des logements) seront réemployés. Dans le détail, la réduction de l'impact carbone est de 35% sur la partie construction et de 75% sur la phase d'exploitation - évaluée sur cinquante ans. Un chantier modèle qu'Efficacity a donc scruté de près et qui vient nourrir les données d'UrbanPrint. D'après le logiciel, le village a même atteint 88% du potentiel de réduction d'émissions de CO2 envisageable sur un tel projet.

Problème : l'évaluation de l'impact carbone d'un projet n'étant à ce jour pas obligatoire, comment inciter les aménageurs à s'y mettre ? « Ce n'est pas chronophage, pas coûteux, il faut juste accepter de s'exposer », affirme Michel Salem-Sermanet, qui souligne qu'une centaine de projets ont déjà adopté la méthode Quartier Energie Carbone. En juin sera lancé un « observatoire national » qui mettra en valeur les projets très performants. Enfin, le directeur d'Efficacity a « espoir que les banques comprennent l'enjeu et incitent les aménageurs qu'elles financent à faire une évaluation ».

@Jon_Elizalde



SIPA PRESS

Le chantier **du village olympique** de Paris 2024 a un bilan carbone réduit de 47% par rapport à une opération classique.

In folio Une fourche et un flingue

La chronique de Bernard Quiriny



J'avoue être entré un peu à reculons dans ce troisième roman traduit de Reinhard Kaiser-Mühlecker, la nouvelle vedette de la littérature autrichienne, à cause du souvenir mitigé que m'avaient laissé les deux précédents, un écrasant diptyque intitulé *Lilas rouge* et *Lilas noir*, en 2021 et 2023. Les premières pages m'ont fait craindre le pire, avec leur style délayé, massif, lent et large comme un fleuve ; mais très vite, le sortilège a fonctionné…

Braconnages raconte l'histoire de Jakob, un jeune agriculteur de Haute-Autriche. Il règne pour ainsi dire tout seul sur la vieille ferme familiale, héritée de ses parents qui vivent à ses côtés. Le maître de céans reste théoriquement son père, un homme excentrique et plein de foucades qui n'a cependant jamais été bon à rien, et a même conduit l'exploitation au bord de la ruine en vendant les meilleures parcelles.

Taciturne, solitaire, dur à la tâche, Jakob est un garçon touchant et inquiétant à la fois, hanté par des idées noires et des pulsions destructrices. Dès la première scène, Kaiser-Mühlecker nous le montre en train de jouer à la roulette russe avec un vieux revolver de son grand-père, rituel morbide auquel il se livre apparemment depuis de nombreuses années. Tout change néanmoins quand il rencontre Katja, une artiste installée en résidence dans l'ancienne école du village. Elle arrive de la ville, elle est un peu guindée, contemplative, l'absolu contraire de Jakob, homme sauvage, actif, qui nourrit une piètre image des intellectuels.

Secret. Et pourtant ! Katja se révèle une partenaire idéale. Elle sait se rendre utile à la ferme, et déborde d'idées. Elle pousse Jakob à se convertir au bio, fait sa pub sur les réseaux, élabore des plans de développement. En quelques mois, la vieille exploitation bringuebalante devient une florissante PME. « Sans elle, il eût continué de faire, avec une persévérance acharnée, ce qui coûte le plus d'effort sans rapporter grand-chose : se laisser porter par le destin et progresser en clopinant sur le chemin de la vie. » Malgré tout, quelque chose continue de torturer Jakob en secret, qui le rend solitaire, farouche, inapte à communiquer… Kaiser-Mühlecker regarde son personnage sous toutes les facettes, son couple, ses rapports avec sa famille, avec les voisins, jusqu'à sa relation fusionnelle avec son chien.

> *« Kaiser-Mühlecker regarde son personnage sous toutes les facettes, son couple, ses rapports avec sa famille, avec les voisins, jusqu'à sa relation fusionnelle avec son chien »*

Le récit prend des allures paradoxales : d'un côté, avec son style ample, presque ressassant, l'auteur semble vouloir fouiller chaque recoin de l'âme du personnage, le rendre transparent ; de l'autre, les à-coups de l'histoire, les cassures inexplicables, reflètent l'imprévisibilité de son caractère, son opacité à lui-même.

Epais mais captivant, *Braconnages* est un roman à la fois moderne et hors du temps, qui reprend les thèmes des précédents livres de l'auteur - l'héritage, la place de l'individu au sein du clan ou de la dynastie - et en développe de nouveaux. Tout en peignant au passage un intéressant tableau du monde agricole, si peu exploré aujourd'hui en littérature.



Braconnages de Reinhard Kaiser-Mühlecker (traduit de l'allemand par Olivier Le Lay, Gallimard, 360 pages, 23,90 euros).

Digital Citizen *Intelligence artificielle à bas carbone*

La chronique de David Lacombled



Progrès technologiques et transition écologique ont des destins liés. Ils constituent les deux faces d'une même pièce. Exponentiel et irrésistible, le volume de données créées ou répliquées dans le monde, croît actuellement de 40% par an. Autant de datas qu'il faut extraire, transporter, organiser, stocker grâce à une ingénierie gourmande en électricité. Dans la bataille mondiale numérique, l'indépendance énergétique de la France lui procure un avantage compétitif indéniable.

Au plus près de nos cœurs et de nos cerveaux, les téléphones mobiles sont omniprésents - 95% des Français en possèdent un. Pour trois sur quatre d'entre eux, il s'agit d'un smartphone. Nous avons chacun dans notre poche des outils surpuissants, véritables usines à services et contenus, dont la consommation d'énergie va bien au-delà de sa propre recharge. Notons au passage que pour beaucoup, le défi n'est plus tant de trouver du Wi-Fi ou de la 4G qu'une prise électrique.

Sobriété. D'un point de vue industriel, la généralisation des objets connectés et l'avènement des solutions d'intelligence artificielle générative (IAG) ne peuvent qu'alourdir la facture énergétique. Emmanuel Macron pointait dans son discours en clôture du rassemblement des plus grands talents français de l'IA, le 21 mai, « les goulets d'étranglement » ayant à cœur de souligner « un pays qui fournit son électricité à 75% avec du nucléaire, qui sait donner de la visibilité sur une stratégie de production de nouveau nucléaire et de renouvelable, c'est un pays qui a l'énergie parmi la plus décarbonée d'Europe » à condition que le mix embarque des énergies renouvelables comme l'expose l'étude prospective « Futurs énergétiques 2050 » de RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité français.

> *« Produire toujours plus d'électricité, certes toujours plus verte, ne suffira pas d'autant plus que le numérique est partie prenante des ambitions de réindustrialisation devant conduire à plus d'indépendance économique »*

Selon l'étude de l'Arcep sur « l'empreinte environnementale du numérique », celui-ci représente aujourd'hui de 3% à 4% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde et 2,5% de l'empreinte carbone nationale. Si rien n'est fait pour réduire l'empreinte, ces émissions pourraient augmenter de 60% d'ici à 2040. Produire toujours plus d'électricité, certes toujours plus verte, ne suffira pas d'autant plus que le numérique est partie prenante des ambitions de réindustrialisation devant conduire à plus d'indépendance économique.

La technologie porte en elle le remède d'une frugalité qu'il lui faut affirmer. Les grands modèles de langage des IA génératives accroissent le sentiment de toute-puissance des algorithmes. Pourtant, certains gagneraient à être plus petits, sans perdre de leur efficacité, nécessitant ainsi moins de puissance de calcul.

Telle une plante, les modèles peuvent être élagués. C'est toute l'organisation et l'optimisation des infrastructures, jusqu'à leur ventilation pour réduire les besoins de refroidissement, l'optimisation des processus de répartition de charges et d'acheminement, qui doivent être revus à l'aune d'une ambition bas-carbone.

Mais la technologie seule ne pourra pas tout. Ainsi, de manière contre-intuitive, l'étude de RTE pointe que, pour aller vers plus de sobriété, « dans le secteur tertiaire, le gisement le plus important identifié repose sur un développement poussé du télétravail » sans en occulter les conséquences sociales et psychologiques. C'est bien une question à la société dans son ensemble qu'il faut poser pour concilier nos ambitions de développement et nos préoccupations environnementales.

David Lacombled est président de La villa numeris.

L'air du large
Peut-on relancer le modèle démocratique ?

La chronique de Frédéric Charillon



La démocratie ne se porte pas bien. Dans son « Democracy index 2023 », l'hebdomadaire britannique *The Economist* estimait que seuls 45% des pays du monde vivaient désormais en démocratie, score le plus bas depuis longtemps. Sur les 70 élections prévues en cette année 2024, avance-t-on encore, 43 seulement pourraient se dérouler de façon libre et transparente. A l'automne 2023, selon des sondages mentionnés notamment par Euronews, plus d'un tiers des moins de 35 ans dans 30 pays se disaient favorables à l'établissement d'un régime militaire ou autoritaire. La même année, 79% des Français jugeaient la démocratie « en mauvaise santé ». En 2022, un sondage du Pew research center mesurait l'insatisfaction de plusieurs sociétés vis-à-vis du régime démocratique.

Des signes ne trompent pas : les partis autoritaires progressent dans les régimes démocratiques, et les « hommes forts » prônant des méthodes expéditives constituent des modèles au Sud aussi bien qu'en Occident. Des étudiants venus de ces pays du Sud expliquent que « Poutine, lui, est efficace ». Le modèle libéral démocratique est devenu aux yeux de beaucoup synonyme d'inefficience, de faiblesse voire de dégénérescence, et se voit considéré comme responsable et défenseur de l'injustice dans le monde.

D'où viennent les griefs adressés à la démocratie, quelles faiblesses la minent, et comment briser cette descente aux enfers ?

Griefs

Il faut distinguer d'une part les attaques menées frontalement par les régimes qui assument et théorisent leur autoritarisme, d'autre part les assauts plus sournois développés par les partis qui prétendent représenter la « vraie démocratie », enfin la mode antidémocratique qui se répand au sein des opinions et des sociétés.

Les premiers élaborent ouvertement un discours qui relègue la démocratie libérale au rang d'artefact du passé. Dans une interview au *Financial Times* en marge du G20 de 2019 à Osaka, Vladimir Poutine proclamait la caducité du libéralisme, en même temps que celle d'un « multiculturalisme devenu intenable ». On comprend, à d'autres de ses discours, que le président russe identifie la démocratie au désordre et à une certaine tyrannie des minorités (voir aussi Elisabeth Sieca-Kozlowski, *Poutine dans le texte*, 2024).

« La liberté occidentale d'expression et de débatest utilisée par des médias extérieurs d'influence, sans risque de représailles puisqu'ils émanent de régime qui, eux, verrouillent l'espace public »

A Pékin, sans désavouer cette approche, on dénonce plutôt un « culte » démocratique occidental jugé irrationnel (la « democrazy »). Dans les deux cas, on accuse l'Occident de prendre l'alibi de la pensée politique pour imposer sa loi dans une démarche hégémonique (citant les exemples des changements de régime imposés à la Serbie, à l'Irak ou à la Libye).

Les seconds, partis « hors système », ne prônent pas ouvertement le régime autoritaire, mais en appellent au « peuple » contre les « élites ». Leur modèle politique populiste est le même, mais ils doivent compter avec des processus électoraux encore libres, et donc des électeurs qu'il s'agit de rassurer, condition sine qua non de leur prise de pouvoir.

Le basculement progressif des sociétés en faveur de ces modèles autoritaires est donc en partie le fruit de ces stratégies explicites ou implicites, visant à leur faire perdre foi en la démocratie libérale telle qu'elle était pratiquée en Amérique du Nord ou en Europe.

Faiblesses

Ces stratégies sont aidées par des faiblesses réelles du modèle démocratique en cette décennie 2020. Les revers économiques (comme après 2008) de pays qui ont prétendu dicter les règles d'une « bonne gouvernance », les inégalités visibles qui minent leurs sociétés, la gestion désordonnée des problématiques migratoires (l'Union européenne en offre une caricature, mais les discussions américaines sur la frontière mexicaine n'ont rien à lui envier), la violence qui s'empare du débat public à la faveur de médias et de réseaux sociaux où une sorte de fascination pour la haine est devenue la norme, donnent le sentiment qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion. Le tout à l'heure d'un culte du moi où influenceurs, célébrités ou autres leaders d'opinion deviennent de nouveaux prophètes ou gourous. Ajoutons-y, de façon plus conjoncturelle, une crise de leadership et de personnel politique dans les démocraties occidentales, qui réduit d'autant l'offre électorale et ouvre un boulevard à des chefs charismatiques plus disruptifs du côté de l'autoritarisme.

« Il semble important de mettre fin à l'idée que l'on peut humilier impunément les démocraties. Les hommes forts aiment montrer à leurs ouailles qu'ils peuvent "se payer" des régimes décadents, sans risquer davantage qu'une protestation officielle ou quelques indignations en ligne »

Par ailleurs, des points qui auraient dû faire la force des démocraties sont utilisés contre elles : la liberté occidentale d'expression et de débat, outre qu'elle peut virer au trop plein sous la profusion d'une information contenue parfois nourrie artificiellement, est utilisée par des médias extérieurs d'influence, sans risque de représailles puisqu'ils émanent de régime qui, eux verrouillent l'espace public.

Remèdes

La messe est-elle dite et l'autoritarisme est-il sur le chemin de la victoire ? Plusieurs changements d'attitude (qui n'iront pas de soi) peuvent encore l'empêcher. En premier lieu, la dénonciation des faillites économiques et sociétales des modèles autoritaires, qui sont bien plus graves encore que les failles des démocraties : on note d'ailleurs que ceux qui à Paris où sur les campus américains fustigent le modèle démocratique se sont gardés d'aller vivre à Moscou, Minsk, Pékin ou Téhéran. Il faut livrer ce combat sans complexe et de façon adaptée aux règles des nouveaux médias qui parlent aux publics plus jeunes.

Il serait également préférable de travailler l'exemplarité et l'efficience des modèles démocratiques plutôt que d'établir le procès des autres régimes sur le seul plan des normes et des valeurs : le temps n'est plus aux donneurs de leçons, mais à la preuve par l'exemple. On attire par sa réussite tangible, non par ses plaidoyers théoriques.

Il semble important, enfin, de mettre fin à l'idée - répandue - que l'on peut humilier impunément les démocraties. Les hommes forts aiment montrer à leurs ouailles qu'ils peuvent « se payer » des régimes décadents, sans risquer davantage qu'une protestation officielle ou quelques indignations en ligne, autant d'éléments brandis avec délice comme de nouvelles preuves d'impuissance de l'espèce libérale. Le retrait définitif par Madrid de l'ambassadrice espagnole à Buenos Aires après les insultes de Javier Miley à l'égard de l'épouse de Pedro Sanchez devrait à cet égard nous inspirer. La remise en cause des relations, de l'aide au développement ou d'autres coopérations doit être plus fréquente après toute attaque verbale. La démocratie, pour survivre, doit se faire respecter.

@charillon

DR

Tribune
« Les Jeux, c'est bien, mais n'oublions pas le pain ! »

Alexandre Malafaye
Président de Synopia

Pour une multitude de bonnes raisons, il faut que les Jeux de Paris 2024 soient une réussite.

Il le faut d'abord pour rentabiliser le considérable investissement réalisé par la France. Sur le plan économique et sur celui l'aménagement durable des territoires concernés, bien sûr, mais aussi sur le plan de l'image et du rayonnement de la France au moment où la contestation organisée et téléguidée de ses intérêts ne cesse de grandir dans le monde.

Il le faut aussi car pour beaucoup de Français, en particulier en région parisienne, ces jeux sont et seront une épreuve au quotidien, jusqu'à l'automne. A tel point que les organisateurs encouragent tous ceux qui le peuvent à télétravailler. Un curieux message qui ne s'adresse qu'à ceux dont le métier le permet et qui oublie de fait tous les autres, du boulanger à l'infirmière, et du plombier à la coiffeuse en passant par la magistrate et le restaurateur.

Il le faut pour démontrer notre capacité à garantir la sécurité d'un très grand évènement. Un challenge d'autant plus périlleux pour nos dizaines de milliers de policiers, gendarmes et miliaires mobilisés dans le contexte géopolitique actuel, avec une Russie (mais pas que) à l'offensive sur les terrains des attaques cyber et de la désinformation de masse.

Il le faut pour justifier les coûteuses concessions accordées aux différentes corporations de la fonction publique qui n'ont pas hésité à menacer de perturber les JO pour obtenir de nombreux avantages durables, certaines ayant même réussi à quasiment annuler les effets de la réforme des retraites dans leur secteur.

Il le faut pour donner envie de faire du sport à un pays qui le vit d'abord comme un spectacle ou un divertissement. Il s'agit là d'un enjeu de santé publique.

Jeux du cirque. Il le faut pour récompenser les milliers d'athlètes et de para-athlètes de leur courage, abnégation et performances.

Il le faut enfin parce qu'un peu de rêve et quelques étoiles dans les yeux ne peuvent nuire, surtout dans le contexte de peur et de tensions permanentes dans lesquelles nous sommes maintenus.

Mais à court terme comme à plus longue échéance, il ne serait pas raisonnable de trop attendre de ces jeux olympiques, aussi exceptionnels soient le parcours de la flamme, la perspective de cette cérémonie d'ouverture sur la Seine, les aménagements importants réalisés dans le 93, ou les médailles de nos sportifs tricolores.

Ne perdons pas de vue les réalités. Il y a deux mille ans, le poète latin Juvénal s'était moqué de ses compatriotes romains en résumant leurs attentes à « du pain et des jeux » (panem et circenses). Il les voyait rassasiés (de pain) et manipulés par leurs empereurs qui, en plus de les nourrir, veillaient à les distraire en leur offrant les jeux du cirque. Ce qui permettait à l'élite dirigeante de se laisser aller à ses excentricités sans risquer de voir le peuple se dresser contre elle et en oubliant le temps long.

Nous connaissons la suite, et la fin, de l'empire romain… Un chemin sur lequel beaucoup estiment que nous sommes engagés, fin de civilisation oblige, à ceci près qu'il n'y a pas assez de pain pour tout le monde.

Cela, nos dirigeants ne doivent pas l'oublier. Ni en France, ni en Europe. Car les jeux, c'est bien un temps, mais le pain, c'est mieux tout le temps. Trop de Français ne bouclent plus leur fin de mois, y compris au sein des classes moyennes. L'inflation est peut-être en partie jugulée, mais les prix ne reviendront pas au niveau d'avant Covid. Et plus de 9 millions de nos compatriotes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Pour eux, les JO ce sera au mieux de belles images à la télévision et un peu de fierté ressentie lorsque l'or olympique et le bleu-blanc-rouge se mêleront à *La Marseillaise*.

Narratif national. Pour tous ces Français, et pour bien d'autres, l'esprit est loin d'être à la fête. Sur la guerre en Ukraine et quelques autres dérèglements du monde ayant un fort impact sur le pouvoir d'achat, les problèmes de sécurité au quotidien et nos services publics qui fonctionnent souvent en mode dégradé, les JO ne changeront rien.

« Trop de Français ne bouclent plus leur fin de mois. 9 millions d'entre eux vivent en dessous du seuil de pauvreté. Pour eux, les JO ce sera au mieux de belles images à la télévision »

Nos dirigeants politiques en ont conscience, c'est certain, mais ils donnent trop souvent le sentiment de se laisser griser par leur propre communication. Comme si les médias leur renvoyaient des images autoréalisées de leurs discours, façon « plus belle la vie » : « Je parle donc tout va bien, tout est sous contrôle ! ».

Ils ont également une fâcheuse tendance à passer d'un rythme effréné de sujets légers, comme celui des JO et de sa flamme, à d'autres plus sérieux et pour certains bien plus graves, sur le même ton et avec le même degré apparent de mobilisation. Cette mise sur le même plan de tous les sujets brouille le narratif national et européen d'un pays secoué par les crises et en quête de projet collectif commun et d'identité. Il convient de faire attention car la saturation des esprits par médias interposés ne remplace pas le pain ni ne fait destin. Pire, elle tend à accentuer les défiances et le verdict annoncé des urnes à l'occasion des élections du 9 juin risque de le démontrer.

Alors, oui, souhaitons de tout cœur que d'ici le 26 juillet, la magie olympique opère et que son héritage favorisera de son mieux la cohésion de la Nation. Mais surtout, cessons de confondre les paillettes et le pain, et méditons ce mot de l'Abbé Pierre : « L'homme ne vit pas seulement de pain, il est vrai, mais il vit de pain d'abord. »

@alexmalafaye



METROPOLE DU GRAND PARIS

« Il ne serait pas raisonnable de trop attendre des JO, et notamment des aménagements importants réalisés dans le 93 », selon **Alexandre Malafaye**.

Les think tanks proches du candidat républicain plaident pour la poursuite de l'aide militaire. Mais ils veulent des garanties sur la manière de conduire la guerre et des résultats

S'il est élu, Trump ne devrait pas arrêter son aide à Kiev

Foreign policy

En tournée dans l'Union européenne, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a signé mardi **un accord militaire avec la Belgique pour la fourniture de trente F-16 américains**. Lundi, à Madrid, il a obtenu une aide militaire d'une valeur d'un milliard d'euros. Mercredi, il se rendra à Lisbonne en vue d'un renforcement de la coopération avec les autorités portugaises.

Pascal Airault

« DONALD TRUMP ne va pas signer un chèque en blanc à l'Ukraine, mais ne va couper court à l'aide, du moins pas drastiquement, confie Emmanuel Dupuy, le président de l'Institut prospective et sécurité en Europe (Ipse). En revanche, il veut réduire les dons et inciter Kiev à reconstruire sa base industrielle et technologique de défense et amener son complexe militaro-industriel à acheter des armes et des équipements américains. »

De retour du Forum sur la sécurité de la région de la mer Noire et des Balkans, qui s'est tenu les 23 et 24 mai à Constanta en Roumanie, le chercheur a acquis cette conviction en écoutant les interventions des représentants des think tanks réputés proches des conservateurs tels que l'Heritage Foundation, l'Hudson Institute et le Center for Security Policy. Des personnalités comme le lieutenant-colonel James Carafano, vice-président pour les études de politique étrangère et de défense à l'Heritage Foundation, David Petraeus, l'ex-directeur de la CIA et ancien prétendant au poste de secrétaire d'Etat lors du premier mandat de Trump, Matthew G. Boyse, ex-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires européennes, et Thomas Dans, ancien conseiller du sous-secrétaire aux Affaires internationales du département du Trésor, y ont pris la parole.

Dans l'entourage de Donald Trump, beaucoup suggèrent de subordonner l'aide militaire à l'Ukraine à la participation aux pourparlers de paix avec la Russie. Pressenti pour diriger la diplomatie américaine en cas d'élection de Donald Trump, Richard Grenell, ex-ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne, soutient que les guerres ne se gagnent pas seulement avec l'argent et prône « une diplomatie forte » pour imposer une solution politique aux belligérants.

« Des think tanks proches des républicains demandent à ce que Volodymyr Zelensky ne concentre plus tous les pouvoirs et ne soit pas le seul à incarner la résistance ukrainienne, ajoute Emmanuel Dupuy. Une future administration Trump pourrait lui suggérer la mise en place d'un cabinet de guerre ou d'un gouvernement d'union dans lequel les principaux opposants – Ioulia Tymochenko et Petro Porochenko – les maires de Kiev, Vitali Klitschko, d'Odessa, Gennadiy Trukhanov, et l'ancien chef d'Etat major de l'armée, le populaire Valeri Zaloujny, feraient leur entrée. »

Feu vert. A Kiev, on redoute que le dernier paquet d'aide de 60 milliards de dollars accordé par le Congrès américain en avril ne soit le dernier. « Nous avons de grandes inquiétudes et de fortes interrogations relatives à un possible retour de Donald Trump à la Maison Blanche, souligne Volodymyr Poselsky, président de l'ONG Ukraine en Europe et enseignant à l'Inalco. Des experts le soupçonnent de détester le président Zelensky en raison de la procédure de destitution engagée par les démocrates contre lui en 2019 [Ndlr : liée à la révélation d'une conversation entre les présidents Trump et Zelensky dans laquelle le dirigeant américain demandait une enquête sur les activités de Joe Biden et de son fils Hunter en Ukraine]. Mais, d'autres experts estiment que Trump attend surtout des résultats sur le terrain militaire pour continuer à nous soutenir. »

Tout retard de plusieurs mois dans l'acheminement et la livraison du matériel militaire, comme dernièrement, tend davantage la situation des forces de défense ukrainiennes sur le terrain. « Nous sommes dépendants des armes américaines et européennes », poursuit le chercheur. Volodymyr Zelensky n'attend pas la prochaine élection pour sensibiliser le candidat Trump et son entourage. Il envoie régulièrement des messages à leur intention via des intermédiaires polonais ou l'ex-Premier ministre britannique Boris Johnson.

Les républicains ont fini par donner leur feu vert à l'octroi d'une aide militaire. Donald Trump a considéré qu'il était moins coûteux politiquement de le faire au printemps qu'une fois élu. Il lui est difficile de connaître la future composition du Congrès avec le renouvellement de l'ensemble des représentants et d'un tiers des sénateurs en novembre prochain. Mais, de nombreux élus républicains isolationnistes pourraient y faire leur entrée. Ils pourraient alors influer en faveur d'un soutien moins important accordé à l'Otan et à l'Ukraine.

Du côté de Moscou, on ne s'attend pas à de grandes évolutions de la politique américaine. « Que ce soit l'administration Trump ou Biden qui dirige les Etats-Unis en 2025, il devrait y avoir peu de différences dans le soutien à l'Ukraine, assure un diplomate russe. Nos analystes estiment que le président démocrate est néanmoins plus prévisible. Son rival républicain assure pouvoir régler le conflit en un seul jour, mais une escalade n'est pas à exclure non plus. » Selon les calculs russes, l'intérêt stratégique des Etats-unis est de faire perdurer le conflit pour affaiblir Moscou, tout en faisant porter le fardeau financier aux Européens.

« Ce qui nous importe à moyen terme est le renouvellement générationnel des élites américaines, ajoute le diplomate russe. Progressivement, l'administration devrait accueillir de plus en plus d'Américains originaires d'Amérique latine au détriment des descendants d'Européens. La politique étrangère américaine pourrait donc un peu moins s'intéresser à l'Europe et davantage chercher à renforcer sa sphère d'influence en Amérique latine. »

@P_Airault



SIPA PRESS

Volodymyr Zelensky et **Donald Trump** à New York, le 25 mai 2019.

Le verdict du procès pénal de l'ancien président peut-il rebattre les cartes de l'élection américaine ?

APRÈS SIX LONGUES SEMAINES, le procès pénal de Donald Trump touche à sa fin. Ce mardi marque le dernier jour des plaidoiries dans l'affaire Stormy Daniels. L'ex-président américain est accusé d'avoir falsifié des documents officiels pour dissimuler les pots-de-vin qu'il aurait versés à la star du porno afin que leur relation extraconjugale ne s'ébruite pas.

Donald Trump a déjà connu des défaites face à la justice new-yorkaise lors de procès civils pour fraude et pour diffamation. Et c'est donc aussi dans cette ville qu'il risque de devenir le premier président des Etats-Unis condamné au pénal.

Le jury commencera dès mercredi à délibérer. La décision est attendue cette semaine ou dans celles à venir. Donald Trump la redoute à en juger par ses plaintes sur son réseau Truth Social encore lundi. « Pouvez-vous imaginer qu'un président des Etats-Unis […] se retrouve demain devant un juge de New York, […] pour voir s'il va devenir ou non un criminel ? », s'est-il insurgé, avant de répéter ses accusations de « chasse aux sorcières » et d'« interférence électorale ».

Ce discours victimaire, qu'il applique lors de toutes les affaires en justice contre lui, l'a jusqu'ici aidé dans sa campagne, renforçant le soutien aveugle de sa base électorale et stimulant sa collecte de fonds. Mais ce procès pénal sera le premier à déterminer concrètement si une condamnation peut contrarier ses chances de revenir à la Maison Blanche.

Sévérité. Une majorité d'Américains le juge déjà avec sévérité, selon des derniers sondages. L'université Quinnipiac révèle dans une étude publiée le 22 mai que six électeurs sur dix estiment les accusations sérieuses. Le lendemain, CBS rapporte que 55% des personnes interrogées considèrent Donald Trump coupable – 53% chez les indépendants. Il s'agit d'un signal d'alarme pour l'ex-président, alors que ce groupe a permis la victoire de Joe Biden en 2020.

Une condamnation pourrait-elle coûter des voix à Donald Trump ? Les derniers sondages laissent penser à un impact limité, mais pas nul, y compris dans son propre camp. Selon Quinnipiac, 6% de ses électeurs se disent prêts à changer leur vote. Un chiffre modeste, mais « dans une course extrêmement serrée, ces 6% pourraient faire pencher la balance », note le sondeur de l'université, Tim Malloy. D'autres enquêtes sont plus pessimistes pour le milliardaire. Selon ABC News et Ipsos par exemple, 20% des électeurs de Donald Trump envisageraient de remettre en question leur vote ou de le lui retirer s'il est reconnu coupable.

Les démocrates, eux, comptent sur les démêlés judiciaires du républicain pour favoriser une victoire de Joe Biden en novembre. Mais si le milliardaire n'est pas condamné à New York, ils auront peu de chances de voir leurs espoirs se réaliser. Ses autres procès pénaux, en Géorgie, en Floride et à Washington sont retardés et pourraient ne pas voir le jour : la Cour suprême doit encore se prononcer sur la question de l'immunité présidentielle de Donald Trump.

Lola Ovarlez
@lolaovarlez

La présidente du Conseil italien s'oppose à des frappes directes sur le territoire russe

Sur l'Ukraine, Meloni tient ses lignes rouges

Equilibres

La Première ministre reste favorable au soutien à Kiev, mais profite souvent des déclarations des alliés **pour mettre en avant son positionnement modéré**.

Francesco Maselli (à Rome)

LE SOUTIEN À L'UKRAINE est une pierre angulaire du positionnement international de Giorgia Meloni. La présidente du Consei italien a rapidement compris, à la différence d'autres forces de la droite radicale européenne, que l'atlantisme était fondamental pour la crédibilité de son gouvernement. A condition de ne pas exagérer. Elle a ainsi répondu sèchement aux propos du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, qui, dans un entretien à l'hebdomadaire britannique *The Economist*, a proposé d'« éliminer certaines restrictions » concernant les armements envoyés par les pays de l'alliance à l'Ukraine, et donc en filigrane de permettre à Kiev de frapper directement le territoire russe. Pour le gouvernement italien, le contrôle sur l'utilisation des dispositifs militaires fournis reste une ligne rouge : pas question de risquer une confrontation directe avec Moscou, l'aide à l'Ukraine est et doit rester uniquement défensive. « Je ne sais pas pourquoi Stoltenberg a dit une telle chose. Il faut être très prudent », a précisé Giorgia Meloni.

A deux semaines de l'élection européenne, la présidente du Conseil scrute avec attention les sondages et les préoccupations de l'opinion publique transalpine, de moins en moins ouverte envers Kiev. Les sondages sont clairs : la moitié des Italiens pensent que l'Ukraine devrait accepter une négociation de paix avec la Russie – même au prix de la perte de certains territoires – et seulement un tiers des personnes interrogées (32%) se déclarent favorables à l'envoi d'armes, alors que la moitié s'y oppose, selon le dernier sondage Ipsos sur le sujet, publié en mars dernier.

« Dangereux ». Au-delà de son opinion, Giorgia Meloni doit aussi composer avec son allié Matteo Salvini, longtemps principal admirateur de Vladimir Poutine en Italie et aujourd'hui ambigu sur la ligne à tenir. « Stoltenberg est dangereux », a réagi le leader de la Ligue ce week-end. Le vice-président du Conseil ne peut pas trop s'exposer sur ce dossier, mais il laisse volontiers certains de ses candidats, comme le général Roberto Vannacci, tête de liste de la Ligue aux européennes et ouvertement opposé à l'envoi d'armements à Kiev, s'exprimer publiquement.

Giorgia Meloni profite souvent des déclarations des alliés pour mettre en avant son positionnement modéré : « L'Otan doit rester ferme dans sa défense de l'Ukraine et ne doit donner aucun signe de recul, ce que l'Italie n'a pas l'intention de faire, mais il y a eu beaucoup de déclarations ces derniers mois que j'ai trouvées discutables », insiste la patronne de Frère d'Italie. La référence, explicite, vise les propos d'Emmanuel Macron, et l'ambiguïté stratégique du président français sur l'éventuel acheminement de troupes sur le sol ukrainien : « L'Italie n'enverra pas des militaires en Ukraine », répète, de son côté, le ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani.

Ces prises de position se superposent à la fourniture discrète de paquets d'aides constants, mais peu généreux : Rome ne communique jamais officiellement la liste des armes envoyées et sa participation reste marginale. Selon plusieurs estimations, depuis le début du conflit, l'Italie n'a expédié que 2,2 milliards d'euros d'armements à Kiev, loin derrière la France, l'Allemagne ou même les Pays Bas et la Pologne.

@FrMaselli

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

Conférences by l'Opinion





Nourrir la planète :
Comment réarmer la ferme France ?

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 27 juin 2024 de 9h à 12h, Paris 16e

Avec la participation de :



Sébastien Abis
Directeur, club Demeter



Michel Biero
Président, Lidl France



Thierry Blandinières
Directeur général, InVivo



Audrey Bourolleau
Fondatrice de Hectar



Christoph Büren
Président,
Groupe Vivescia



Nicolas Chabanne
Fondateur de la démarche
« C'est qui le patron ? »



Marc Fesneau
Ministre de l'Agriculture
et de la Souveraineté
alimentaire



Emélie Halle
Responsable
de l'approvisionnement
durable, Saipol



Jean-François Loiseau
Président, Intercéréales



Arnaud Montebourg
Ancien ministre,
entrepreneur



Agnès Pannier-Runacher
Ministre déléguée auprès
du ministre de l'Agriculture
et de la Souveraineté
alimentaire



Yves Picquet
Président, Bayer France et
directeur, Crop Science France

I. formatio. s et i. scriptio. s gratuites : www.lopi. io. .fr/eve. eme. ts

En partenariat avec :











THE WALL STREET JOURNAL.
DOW JONES 29 mai 2024 & l'Opinion NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

L'usine de drones russe qui pourrait changer le cours de la guerre en Ukraine

Au début du mois dernier, des images prises par un téléphone portable ont dévoilé un nouvel épisode de la guerre des drones qui ne cesse de se développer dans le conflit russo-ukrainien. Elles montraient un véhicule aérien sans pilote parti d'Ukraine et se dirigeant lentement vers sa destination finale : un site de fabrication… de drones ennemis.

La cible était un complexe universitaire et industriel de haute technologie situé dans les steppes russes, une installation stratégique où Moscou cherche à accroître la production des armes dont elle a besoin pour prendre l'avantage en Ukraine.

Une vingtaine de personnes ont été blessées lorsque le drone s'est écrasé sur les résidences universitaires de la zone économique spéciale d'Alabuga, dont beaucoup étaient de jeunes étudiantes en ingénierie recrutées en Afrique de l'Est. Selon les autorités russes, les installations de fabrication n'auraient subi aucun dommage. Selon l'agence de renseignement militaire ukrainienne, l'explosion aurait au contraire fortement perturbé la production. La zone économique spéciale d'Alabuga n'a pas répondu à une demande de commentaire, pas plus que le Kremlin.

Cette attaque a mis en lumière un nouvel aspect important de la guerre en Ukraine, estiment les experts militaires, à savoir la rapidité avec laquelle la Russie est parvenue à augmenter la production de drones de surveillance et d'attaque de conception iranienne. Elle s'est appuyée pour cela sur des composants chinois, une main-d'œuvre africaine et les réseaux logistiques que l'Iran a perfectionnés au fil des ans de son propre bras de fer avec l'Occident.

Les drones jouent un rôle de plus en plus significatif dans les conflits actuels, notamment en Ukraine. La Russie a lancé des dizaines d'attaques en utilisant des drones iraniens Shahed, dont le bourdonnement caractéristique leur a valu le surnom de « mobylettes » chez les Ukrainiens.

Leur faible coût comparé à celui, très onéreux, des missiles a conduit les unités de défense anti-aérienne ukrainiennes à parfois se reposer sur des mitrailleuses pour les abattre. Lors de sa récente attaque contre Israël, l'Iran a lancé une nuée de drones pour tenter de saturer les défenses anti-aériennes israéliennes et permettre aux missiles balistiques et de croisière de se faufiler à travers, une tactique également utilisée par Moscou.

Reste que l'Ukraine construit aussi, désormais, ses propres drones : ils ont frappé des raffineries de pétrole et d'autres infrastructures critiques au cœur du territoire russe. Une course s'est donc engagée pour prendre l'avantage dans cette guerre des drones.


SIPA PRESS

Au lendemain d'une attaque russe de drones Shahed à Zaporijia, dans le sud-est de l'Ukraine, le 28 mars.

Peu après le déclenchement de l'invasion russe en février 2022, l'Ukraine a utilisé avec succès des drones Bayraktar TB2 fabriqués en Turquie pour ralentir l'avancée initiale des troupes russes sur Kiev, contrariant les plans de guerre de Moscou. En réponse, le Kremlin a fait appel à l'Iran pour accéder à ses drones, capitalisant ainsi sur les liens commerciaux et sécuritaires développés entre les deux pays.

Depuis lors, la Russie a lancé plus de 4 000 drones d'attaque Shahed de conception iranienne, selon l'armée ukrainienne, ce qui lui a permis d'endommager des centrales électriques et d'autres sites critiques situés bien à l'intérieur du pays. Si les premiers modèles étaient importés d'Iran, les frappes plus récentes ont été menées avec des appareils entièrement fabriqués en Russie, soulignent des experts militaires.

Moscou a mis à profit d'autres alliances clés pour renforcer ses capacités de défense. Selon des hauts fonc-

Lire DRONES en page III

Aux yeux des démocrates, Joe Biden doit faire preuve de plus d'empathie sur l'économie

Le président Biden est confronté aux demandes de démocrates inquiets qui lui réclament d'exprimer plus d'empathie sur les sujets de l'inflation et des prix, alors que les électeurs continuent de rejeter sa rhétorique positive sur les résultats économiques.

Le scepticisme des électeurs à l'égard de l'économie et de sa gestion par M. Biden semble de plus en plus ancré à bientôt cinq mois du scrutin. Les enquêtes montrent que de nombreux Américains ont une image plus positive de l'économie prépandémique, à l'époque de l'ancien président Donald Trump, candidat républicain présomptif à l'élection de novembre. Les inquiétudes des démocrates augmentent à l'approche de la saison estivale, alors que M. Biden se prépare à effectuer deux voyages à l'étranger en juin – et consacrera donc moins de temps aux questions nationales.

Lorsqu'il parle d'économie, Joe Biden met souvent l'accent sur les données positives. Lors d'une récente collecte de fonds à Boston, il a vanté les chiffres de l'emploi et des investissements dans l'industrie manufacturière et la Tech, avant de déclarer : « Nous devons faire plus, mais l'inflation est passée de 9 % à 3 % ». Lors d'une récente interview sur CNN, interrogé sur la manière de redresser la confiance des consommateurs, il a répondu : « Nous l'avons déjà fait. »

« C'est un problème constant. Son désir de s'approprier les mérites est un énorme obstacle à la communication avec les électeurs sur cette question, déclare David Axelrod, principal stratège des campagnes présidentielles de l'ancien président Barack Obama. Nous l'avons vu en 2011 et 2012. Vous pouvez citer des données à l'infini, mais ce qui compte en économie, c'est la perception des gens. »

Un nouveau sondage du Cook Political Report, réalisé avec des cabinets de stratégie démocrates et républicains, donne M. Trump devant M. Biden dans six des sept Etats clés – les deux étant à égalité dans le Wisconsin. L'enquête montre que 40% des électeurs de ces Etats pensent M. Biden capable de maîtriser les prix, contre 56% pour M. Trump. Au sein de la Maison Blanche, plusieurs collaborateurs préconisent de mettre davantage l'accent sur l'empathie concernant la situation économique de certains Américains. Un avant-goût de cette orientation a pu être perçu lorsque le président a commenté les chiffres d'avril sur l'inflation dans un communiqué, écrivant : « Je sais que de nombreuses familles sont en difficulté et que, même si nous avons fait des progrès, il nous en reste encore beaucoup à faire. »

Les collaborateurs de M. Biden estiment que le président doit faire plusieurs choses à la fois : montrer de la compréhension, mais aussi continuer à parler de ses réalisations économiques et les comparer à la vision économique de M. Trump, et notamment aux projets de son rival républicain visant à étendre les réductions d'impôts pour les riches. Ils affirment que M. Biden reconnaît invariablement les préoccupations des gens concernant les prix, et qu'il dit que « rien ne ruisselait sur notre table » lorsqu'il était enfant. Charles Lutvak, porte-parole de la campagne de M. Biden, assure que les électeurs sont mieux lotis avec M. Biden, arguant que M. Trump « a toujours fait passer ses donateurs milliardaires et les grandes entreprises avant la classe moyenne ».

Jared Bernstein, président du Conseil des conseillers économiques de la Maison

Lire BIDEN en page II


SIPA PRESS

Le président américain se prépare à effectuer deux voyages à l'étranger en juin – en France et en Italie. Il consacrera ainsi moins de temps aux questions nationales.

Comment les Etats-Unis se préparent à la guerre spatiale

Dans la bataille spatiale, les militaires américains visent l'infini et au-delà.

Les satellites qui sont au cœur de la stratégie de défense américaine et des communications internationales sont depuis longtemps menacés par les brouilleurs de signal et les attaques de missiles en provenance du sol. Mais désormais, cette menace vient aussi de l'espace.

Des renseignements montrant que la Russie s'intéresse aux armes anti-satellites et des lancements réalisés par la Chine ont poussé Washington à intensifier les efforts de défense des milliers de kilomètres au-dessus de nos têtes.

Des entreprises spécialistes de la défense sont donc en train de développer des systèmes qui vont des satellites capables d'en prendre d'autres en chasse en orbite à des dispositifs de protection qui, depuis le sol, envoient des signaux dans l'espace. Autant d'éléments critiques puisque les GPS, ainsi qu'une partie du réseau Internet et des chaînes de télévision, fonctionnent grâce aux équipements qui sont en orbite. Des

Lire ESPACE en page II

Edited from the original

BIDEN

Suite de la page I

Blanche, assure que M. Biden reconnaît « que des familles luttent toujours contre la hausse des prix », mais qu'« il serait malhonnête de sa part de ne pas mettre en avant certains gains économiques considérables qui se sont produits sous sa direction ».

M. Biden a écouté des membres démocrates du Congrès lui demander d'exprimer plus de compassion à l'égard de l'économie. Lors d'un échange, selon une personne qui en a eu connaissance, il s'est étonné que certains n'aient pas pris en compte ses préoccupations concernant les coûts élevés auxquels sont confrontés de nombreux Américains. « Je m'en soucie. Je sais que les gens souffrent », a-t-il déclaré au parlementaire.

L'équipe de campagne de M. Trump, quant à elle, cherche à faire de la hausse des prix une question centrale dans la campagne et considère l'inflation comme l'une des plus grandes faiblesses de Joe Biden. « Les travailleurs et les familles paient littéralement le prix de l'échec des politiques économiques Joe Biden, avec la montée en flèche des tarifs de biens et services de première nécessité comme l'essence, la nourriture, le loyer et les couches », indique Karoline Leavitt, porte-parole de M. Trump.

L'économie s'est bien portée depuis l'entrée en fonction de M. Biden, et il n'y a aucun signe de fléchissement. Selon une étude récente de la Réserve fédérale, les Etats-Unis sont la seule grande économie où la production a retrouvé sa tendance prépandémique. Selon les enquêtes du Wall Street Journal, les économistes s'attendent à ce que le pays enregistre une croissance de 1,7% cette année, soit plus que les 1% prévus en janvier. Et es principaux indices boursiers ont atteint des sommets historiques la semaine dernière.

Le taux de chômage est inférieur à 4% depuis plus de deux ans. La croissance des salaires est supérieure à l'inflation depuis un an. Mais le principal point négatif reste l'inflation. Bien qu'en chute par rapport à son pic, son taux actuel – 3,4% – n'est pas suffisamment bas pour que la Réserve fédérale réduise ses taux d'intérêt. En outre, l'opinion a tendance à se focaliser sur l'ampleur de la hausse des prix au cours des trois dernières années, plutôt que sur leur rythme d'augmentation plus lent.

> *Les progressistes du parti exhortent Joe Biden à adopter une approche plus populiste afin de séduire les électeurs de la classe ouvrière dans les États clés*

Un problème se pose pour M. Biden lorsqu'il vante les chiffres de l'emploi et d'autres indicateurs. Selon le sondage Cook Political Report, 54% des électeurs estiment que le coût de la vie est le meilleur indicateur de l'état de l'économie, contre 13 % pour le taux de chômage et 6% pour le marché boursier.

« Il a l'air déconnecté lorsqu'il se vante de la bonne santé de l'économie », dit Don Bacon, le représentant républicain de la circonscription d'Omaha, au Nebraska, que M. Biden a remportée en 2020.

M. Biden cherche à montrer qu'il travaille sur les prix. La semaine dernière, son administration a annoncé son intention de déstocker un million de barils d'essence de réserve afin de faire baisser les prix cet été. Il a tenté de réduire le prix de certains médicaments, comme l'insuline, pour certains Américains, et a annulé des prêts étudiants pour près de cinq millions d'emprunteurs. Il a également demandé aux magasins d'alimentation de baisser leurs prix.



SIPA PRESS

Le poids de l'inflation pèse de plus en plus dans le jugement des Américains, alors que le président essaye de défendre son bilan économique.

Mais ces efforts ont eu du mal à percer dans l'opinion, tout comme sa campagne de 2023 pour promouvoir ses « Bidenomics », c'est-à-dire ses réalisations législatives en matière d'infrastructures, de changement climatique et de semi-conducteurs. Les sondages montrent régulièrement que les électeurs accordent plus de crédit à M. Trump en matière d'économie.

« Il s'agit d'un problème déroutant pour l'administration, comme c'était le cas lorsque j'étais à la Maison Blanche », estime Kate Bedingfield, ancienne directrice de la communication du président Biden. Tous les indicateurs montrent que l'économie est solide et qu'elle se renforce. Et pourtant, les gens ne la ressentent pas aussi intensément dans leur vie quotidienne qu'espéré par la Maison Blanche. »

Les progressistes du parti ont, quant à eux, exhorté M. Biden à adopter une approche plus populiste afin de séduire les électeurs de la classe ouvrière dans les Etats clés.

« Ils ont besoin d'entendre un message très clair : le peuple contre les puissants », résume Faiz Shakir, ancien directeur de campagne du sénateur indépendant du Vermont Bernie Sanders. Selon lui, les termes utilisés par M. Biden pour décrire son approche économique, tels que « construire à partir du milieu et de la base », ne parviennent pas à motiver les électeurs. « Ce n'est pas un choix, ce n'est pas une confrontation. Ce n'est pas un combat. Ce n'est qu'une déclaration de pure forme », dit-il.

Le calendrier va également compliquer le narratif économique de M. Biden. Il se rendra en France au début du mois de juin pour célébrer le 80ᵉ anniversaire du débarquement des forces américaines et alliées en Normandie – événement qui lui permettra de souligner l'importance de la démocratie et des alliances internationales. La semaine suivante, le chef d'Etat sera dans les Pouilles, en Italie, pour un sommet du G7. Il pourra y présenter son argumentaire économique, même si c'est depuis l'étranger.

Un collaborateur de M. Biden précise que le président donnera des interviews et participera à des événements dans les semaines à venir, ce qui lui permettra de rester en contact avec de nombreux Américains en dépit de ses déplacements. A la fin du mois, Joe Biden devrait ensuite affronter Donald Trump lors de leur premier débat électoral, à Atlanta.

Catherine Lucey et Ken Thomas

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Samuel Oberman)

ESPACE

Suite de la page I

start-up planchent de leur côté sur des technologies comme des capsules orbitales, des capteurs et des structures satellites qui pourraient avoir des applications militaires.

Le Pentagone, lui, a décidé de faire quelque chose qu'il n'a pas l'habitude de faire : parler des armes que les nations hostiles pourraient utiliser pour une guerre spatiale. Selon le général Chance Saltzman, responsable opérationnel des forces spatiales, chaque jour, des adversaires tentent de limiter l'accès des Etats-Unis et de leurs alliés à l'espace.

> *Environ un quart du projet de budget de la Space Force (sur une enveloppe totale de 29,4 milliards de dollars) devrait être consacré à la « supériorité spatiale »*

« Je dois contrer cette menace pour que les capacités spatiales dont dépend aujourd'hui notre mode de vie soient encore présentes à l'avenir », expliquait-il en mars dernier lors d'une conférence. Si l'armée parle, elle ne dit pas tout : pas un mot sur les systèmes d'armement américains en orbite. Secret absolu.

Les Américains préfèrent s'étendre sur les actions que la Russie mène dans l'espace. Robert Wood, ambassadeur pour les Etats-Unis, a par exemple déclaré devant les Nations Unies que, début mai, la Russie avait déployé, dans la même orbite qu'un satellite du gouvernement américain, un satellite qui semble doté de capacités d'attaque.

Vasily Nebenzya, ambassadeur de Russie aux Nations Unies, a répondu en disant qu'il ne comprenait pas de quoi M. Wood venait de parler. Le Kremlin accuse les Etats-Unis de vouloir militariser l'espace et affirme que les articles qui disent que la Russie est en train de mettre au point un système anti-satellite nucléaire sont un tissu de mensonges.

La Space Force américaine a intensifié la formation de ses membres, à qui est notamment enseigné la manœuvre des satellites américains et l'anticipation des projets de l'ennemi.

Elle a élaboré des scénarios de réplique en cas d'attaques menées par des lasers, des brouilleurs ou des armes nucléaires. Si, sur la base d'un traité de paix spatiale conclu il y a plusieurs décennies, les responsables américains se refusent à placer des armes nucléaires en orbite, le Pentagone cherche tout de même à déployer des armes et des capacités de réponse dans l'espace.

Environ un quart du projet de budget de la Space Force (sur une enveloppe totale de 29,4 milliards de dollars) devrait ainsi être consacré à la « supériorité spatiale », un concept que le général Saltzman qualifie de « responsable ».

« Il faut agir comme s'il y avait une guerre, mais dans l'espace », estime Robert Winkler, de Kratos Defense & Security Solutions, une entreprise basée à San Diego connue pour ses drones. Elle développe également un système de formation à la guerre dans l'espace.



SIPA PRESS

Selon le général Chance Saltzman, responsable opérationnel des forces spatiales, chaque jour, des adversaires tentent de limiter l'accès des Etats-Unis et de leurs alliés à l'espace.

Selon des responsables militaires et industriels, les choses se font en deux étapes. Qu'il s'agisse d'une colline surplombant un champ de bataille ou d'une orbite à des milliers de kilomètres de la Terre, les tactiques militaires reposent, depuis des millénaires, sur la capacité des belligérants à voir plus loin que leurs adversaires. Perdre la vision d'en haut, c'est risquer de faire perdre la vue à la défense anti-missiles, pilier de la dissuasion nucléaire depuis soixante-cinq ans.

La deuxième étape consiste à utiliser des dispositifs de plus en plus mobiles ; sur le terrain, c'est par exemple passer des forts aux tanks, puis aux avions de combat et enfin aux missiles. Baptisée « espace dynamique », cette stratégie pourrait être plus simple à mettre en œuvre en orbite, pour éviter les dangers ou pour que la menace soit suffisamment dissuasive.

Pour déplacer des satellites dans l'espace, il faut des stocks d'énergie, de quoi les recharger ou l'arrivée d'autres services en orbite. C'est ce que veulent faire les entreprises privées qui planchent sur le développement de remorqueurs spatiaux ou d'engins munis de bras articulés et autres éléments robotisés.

D'après la stratégie commerciale que la Space Force a récemment adoptée, l'idée serait de s'appuyer sur les technologies et les services d'entreprises privées pour compléter les capacités militaires en temps de crise. Even Rogers, directeur général du fabricant de satellites True Anomaly, raconte que la Space Force a notamment pour projet de faire appel à des entreprises extérieures pour des simulations.

En début d'année, True Anomaly a donc lancé deux satellites Jackal grâce à une fusée SpaceX afin de les tester pendant un exercice lors duquel ils devaient se chasser mutuellement. Le vol devait permettre de mieux comprendre comment manœuvrer des engins tout près d'autres appareils ; tous les objectifs n'ont pas été atteints. L'entreprise apporte actuellement des changements avant un nouveau vol d'essai.

Le Pentagone estime régulièrement que les principaux concurrents des Etats-Unis dans l'espace sont la Russie et la Chine. Ses dirigeants affirment que les systèmes d'armement pourraient relever de la catégorie des technologies à double usage, c'est-à-dire ayant des applications aussi bien civiles que militaires.

Selon Pékin, le satellite Shijian-21 est capable d'aller nettoyer l'espace des débris qui y flottent, mais les services de renseignements et les militaires américains ont remarqué qu'au cours d'une mission menée il y a plus de deux ans, le Shijian-21 avait réussi à déplacer un satellite de navigation chinois.

De son côté, la Russie travaille sur un engin nucléaire spatial qui pourrait menacer la position des Etats-Unis en orbite terrestre basse, à la fois sur le plan commercial et sur le plan militaire. Le problème, c'est que faire exploser ces engins, ce serait courir le risque d'endommager les satellites qui l'entourent et rendre l'orbite terrestre inutilisable pendant un an voire plus, prévient John Plumb, qui travaillait jusqu'à récemment comme responsable de la politique spatiale du Pentagone.

A ce propos, n'en demandez pas trop. Interrogé lors d'une conférence sur pourquoi on parle si peu des capacités que les Etats-Unis pourraient déployer face à la Chine et à la Russie, il a répondu : « parce que ».

Doug Cameron et Micah Maidenberg

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original

DRONES

Suite de la page I

tionnaires de l'administration Biden, début avril, la Chine a ainsi fourni à la Russie des optiques, de la microélectronique et d'autres équipements à double usage civil et militaire susceptibles d'être utilisés dans des drones, ainsi que d'autres matériels militaires. Un service de recherche de l'armée ukrainienne a affirmé en septembre que la Russie faisait venir les moteurs pour les drones d'attaque Shahed depuis la Chine, en désignant comme fournisseur une société appelée Beijing MicroPilot UAV Flight Control Systems.

En 2020, un rapport des Nations unies a identifié cette société comme une source possible pour les moteurs des drones Shahed découverts lors des attaques menées l'année précédente par les Houthis du Yémen et l'Iran contre des installations pétrolières saoudiennes. Le moteur a une configuration rotative, ce qui le rend plus efficace que les moteurs à piston et particulièrement adapté aux drones à longue portée. Ils peuvent coûter des dizaines de milliers de dollars lorsqu'ils sont construits avec des matériaux de haute qualité mais le prix peut être ramené à quelques milliers de dollars si des matériaux moins chers sont utilisés et si la longévité n'est pas un problème, ce qui est justement le cas pour des drones-suicides, selon les experts. L'entreprise n'a pas répondu à une demande de commentaire.

L'accord de construction de l'usine de drones a été conclu à la fin 2022 lorsque des chefs d'entreprise russes ont débarqué à Téhéran avec une offre particulièrement lucrative de 1,7 milliard de dollars, payables en partie en lingots d'or

Mais les liens de plus en plus étroits développés par la Russie avec l'Iran et d'autres États africains s'avèrent également essentiels. L'usine de fabrication de drones de conception iranienne, nichée dans deux hangars de la zone économique spéciale d'Alabuga, sur un affluent de la Volga, illustre la façon dont s'assemblent ces différents partenariats.

L'accord de construction de l'usine de drones a été conclu à la fin 2022 lorsque des chefs d'entreprise russes ont débarqué à Téhéran avec une offre particulièrement lucrative de 1,7 milliard de dollars, payables en partie en lingots d'or. Ces conditions pour le moins inhabituelles, corroborées par des responsables américains de la sécurité sollicités par le Wall Street Journal, ont été révélées en février par un groupe de pirates informatiques baptisé Prana Network. Il affirme s'être introduit dans des serveurs de messagerie associés au Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran.

L'usine d'Alabuga doit pouvoir sortir 6 000 drones d'attaque Shahed par an, en plus de drones de surveillance, selon un contrat entre les dirigeants russes de l'usine et leurs partenaires iraniens, divulgué par Prana Network. Des informations confirmées de manière indépendante par deux conseillers du gouvernement britannique. À la fin avril, l'usine était en avance sur son calendrier de production, en ayant déjà fourni 4 500 Shaheds, selon l'International Institute for Strategic Studies, un groupe de réflexion basé à Londres et axé sur la défense.

Des soldats russes sont par ailleurs formés au fonctionnement des drones en Syrie avec des instructeurs issus des Gardiens de la révolution et du Hezbollah, un groupe de miliciens soutenu par l'Iran, selon les services de renseignement militaire ukrainiens et un ancien officier syrien du groupe de surveillance des conflits Etana.

Des dizaines de drones de reconnaissance M3 « Albatros » fabriqués à l'usine d'Alabuga ont permis d'obtenir des renseignements photographiques détaillés sur les positions et les mouvements ukrainiens sur la ligne de front. D'après leur fabricant, ces drones ont déjà contribué à repousser une tentative d'incursion de l'Ukraine dans la région frontalière russe de Belgorod.



SIPA PRESS

Sergueï Choïgou, ex-ministre de la Défense russe, et son homologue iranien, Gharaei Ashtiani, au Kazakhstan, le 26 avril. Les contacts militaires entre les deux pays se sont considérablement intensifiés ces derniers temps.

La Russie produit désormais ses propres ogives explosives au lieu d'attendre celles de l'Iran, ce qui accélère la production d'armes prêtes au combat, selon un ancien employé de l'usine, Henry Thompson. Cet expert en drones ayant travaillé pour les Nations unies a analysé des débris trouvés en Ukraine et en a conclu que des versions plus récentes des Shaheds avaient été fabriquées en Russie.

Après un nouveau tir de barrage de drones russes le 11 avril, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a averti que l'Ukraine serait bientôt à court de missiles de défense anti-aérienne si les frappes russes se poursuivait avec la même intensité.

Le virage opéré par Moscou en direction des drones n'est pas seulement lié à la technologie militaire iranienne. Il a aussi été facilité par l'exploitation des réseaux logistiques clandestins mis en place par Téhéran.

Un grand nombre des sociétés écrans que l'Iran utilise depuis des années pour échapper lui-même aux sanctions occidentales sont basées dans des pays tels que Hong Kong ou Dubaï, une organisation que le guide suprême Ali Khamenei a décrite un jour comme constituant son « économie de résistance ».

Les États-Unis ont inscrit sur leur liste noire une multitude de ces sociétés qui interviennent dans le système financier clandestin de l'Iran. Tom Keatinge, du Royal United Services Institute, un groupe de réflexion britannique, a comparé les efforts américains visant à les faire fermer au jeu du chat et de la souris. Les sanctions « exposent momentanément de petites portions d'un vaste réseau, mais celui-ci s'adapte et compense en créant et en utilisant de nouvelles sociétés », écrit-il dans une étude.

Le projet de drone russe impliquait ainsi une société écran iranienne aux Émirats arabes unis, appelée Generation Trading FZE, selon le Trésor américain. En février, celui-ci a imposé des sanctions à cette entreprise en affirmant qu'elle avait vendu à la Russie des modèles de drones, des pièces détachées et des stations de liaison au sol. Generation Trading FZE n'a pas répondu aux demandes de commentaires. D'après un contrat signé entre le parc industriel russe d'Alabuga et Sahara Thunder, une autre entité iranienne accusée d'être un faux nez du ministère de la défense de Téhéran et sanctionnée en avril par les États-Unis, l'usine de drones était censée produire des bateaux.

Pour développer sa production de drones, la Russie avait toutefois besoin de travailleurs qualifiés pour les assembler.

Au départ, la production des appareils de reconnaissance Albatros a largement fait appel aux étudiants des universités techniques des environs, mais ils n'étaient pas assez nombreux pour répondre aux ambitions de Moscou. Les fabricants ont donc commencé à regarder plus loin, vers l'Afrique.

Au début de l'année dernière, des hommes d'affaires russes de la zone économique spéciale d'Alabuga ont loué une salle dans une école haut de gamme de Kampala, la capitale de l'Ouganda, pour faire la promotion de leur projet de recrutement devant une assemblée de jeunes étudiantes, selon les images de l'événement diffusées par Alabuga et les personnes qui y ont assisté. L'offre pour rejoindre le programme de travail et d'études en alternance comprenait un emploi qualifié payé trois fois plus qu'en Ouganda, un billet d'avion, un logement gratuit et un diplôme universitaire.

Plus d'un millier de femmes venues de toute l'Afrique se sont déjà rendues dans la zone franche d'Alabuga et un millier d'étudiantes supplémentaires devraient rejoindre la promotion de cette année, selon les autorités ougandaises

Le ton se voulait anticolonial. Il reprenait en partie la dialectique de la guerre froide, dans le droit fil des tentatives de la Russie d'utiliser le soft power pour réduire l'influence occidentale en Afrique de l'Est.

« Ils arrivent à briser notre esprit », accuse ainsi un délégué russe lors de l'événement, à propos des pays occidentaux. Avec Moscou, souligne-t-il, « vous ne verrez jamais cela ».

Certains des recruteurs sont des enseignants, des administrateurs et des leaders étudiants ougandais qui contactent discrètement d'anciens élèves ayant les compétences requises. Selon Joseph Kazibwe, l'un des recruteurs, par ailleurs directeur adjoint d'une école secondaire à Lubiri, les Russes s'intéressent aux jeunes femmes qui ont excellé dans les matières scientifiques au lycée. M. Kazibwe affirme qu'il ne savait pas qu'elles participeraient à la construction de drones.

« Notre travail consiste à identifier et à contacter les candidates adéquates, explique-t-il. Les Russes prennent ensuite entièrement le processus en charge. Ils ne partagent pas avec nous leurs critères de recrutement et nous ne savons pas comment ils sélectionnent ni qui ils retiennent au bout du compte. »

Plus d'un millier de femmes venues de toute l'Afrique se sont déjà rendues dans la zone franche d'Alabuga et un millier d'étudiantes supplémentaires devraient rejoindre la promotion de cette année, selon les autorités ougandaises.

Des vidéos promotionnelles postées par la zone franche montrent des étudiantes déambulant dans les couloirs sur des skateboards au son d'une musique techno. Le salaire s'élève à près de 1 000 dollars par mois, soit près du double du salaire russe moyen.

D'autres images publiées par la zone franche montrent une Africaine sur le site, vêtue d'une combinaison de protection et d'un masque pour éviter de contaminer les composants délicats d'un appareil, alors qu'elle colle deux ailes sur le corps équipé d'un moteur d'un drone de reconnaissance Albatros. Les autorités de Kampala ont confirmé que les recrues envoyées à Alabuga étaient employées pour assembler des véhicules aériens sans pilote.

Le mois dernier, ces nouvelles embauchées ont découvert que leur travail comportait des risques.

« Ceux qui ont attaqué notre résidence [...] voulaient nous intimider, dénonce une Kényane qui affirme étudier l'hôtellerie dans le parc industriel, dans une vidéo publiée par la zone franche. Vous ne me ferez pas peur car Alabuga est un endroit fort et nous surmonterons tout cela. »

Benoit Faucon, Nicholas Bariyo et Matthew Luxmoore

Austin Ramzy et Kate Vtorygina ont contribué à cet article.

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original



CAPTURE D'ECRAN GOOGLE MAPS

Vue aérienne de l'usine de fabrication de drones Shahed, dans la zone économique spéciale d'Alabuga, au Tatarstan, visée par une attaque ukrainienne début avril.